

DÉPARTEMENT DE L'YONNE

ENQUÊTE PUBLIQUE

RELATIVE AU PROJET DE SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE  
DU GRAND AUXERROIS (89)

ARRÊTÉ n° 2024-01 en date du 18 mars 2024, pris par le Président du  
PETR du Grand Auxerrois

RAPPORT D'ENQUÊTE

Enquête n E 23000120/21 relative au projet de schéma de cohérence territoriale du Grand auxerrois (89) du mercredi 17 avril 2024 à 09h30 jusqu'au vendredi 31 mai 2024 à 17h00.

Commission d'enquête : Président Georges Leclercq, Membres titulaires : Daniel Collard, Annie Duroux, Jean-Luc Jeoffroy, Jacques Simonnot Membre suppléant : Alain Duroux

1/77

## Sommaire

1	OBJET DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE .....	5
1.1	Nature du projet .....	5
1.2	Cadre législatif et réglementaire .....	5
2	PLACE DE L'ENQUÊTE DANS LA PROCÉDURE .....	5
3	ORGANISATION DE L'ENQUÊTE .....	5
3.1	Désignation de la commission d'enquête .....	5
3.2	Concertation avec l'autorité organisatrice .....	6
3.3	Information par annonces réglementaires .....	6
3.4	Information par affichage .....	6
4	DÉROULEMENT DE L'ENQUÊTE .....	6
4.1	Opérations préalables à l'enquête .....	6
4.2	Mise à disposition du dossier d'enquête .....	6
4.3	Registres d'enquête publique .....	7
4.4	Permanences .....	7
4.5	Clôture de l'enquête .....	8
5	COMMUNICATION DES OBSERVATIONS .....	8
6	TRAVAUX DE LA COMMISSION D'ENQUETE .....	8
7	TRANSMISSION DU DOSSIER .....	9
8	PRÉSENTATION DU DOSSIER D'ENQUETE .....	10
8.1	Qualité du dossier .....	10
9	DESCRIPTION SOMMAIRE DU PROJET .....	11
9.1	Généralités .....	11
9.2	Diagnostic social, économique et agricole et état initial de l'environnement .....	11
9.2.1	État initial de l'environnement .....	11
9.2.2	Diagnostic social .....	12
9.2.3	Diagnostic agricole .....	12
9.2.4	Diagnostic économique .....	13
9.3	Le projet de territoire à horizon 20 ans .....	13
9.3.1	Les objectifs issus du Projet d'Aménagement Stratégique (PAS) .....	14
9.3.2	Les orientations et les objectifs issus du Dossier d'Objectifs et d'Orientations (DOO) .....	14
9.3.3	La réduction de la consommation d'espaces en extension .....	15
9.4	L'évaluation environnement du projet .....	15
9.4.1	Sols et morphologie .....	15
9.4.2	Ressources en eau et usages .....	15
9.4.3	Biodiversité et dynamiques écologiques – Natura 2000 .....	15
9.4.4	Risques naturels et technologiques – Nuisances et pollution – Énergie Climat .....	15

Enquête n° E 23000120/21 relative au projet de schéma de cohérence territoriale du Grand auxerrois (89) du mercredi 17 avril 2024 à 09h30 jusqu'au vendredi 31 mai 2024 à 17h00.

Commission d'enquête : Président Georges Leclercq, Membres titulaires : Daniel Collard, Annie Duroux, Jean-Luc Jeoffroy, Jacques Simonnot Membre suppléant : Alain Duroux

9.4.5	Paysages .....	16
9.5	Les modalités de suivi de l'application du SCoT .....	16
9.6	Le programme d'actions .....	16
9.7	L'articulation avec les autres plans et programmes .....	16
10	LA CONCERTATION.....	17
10.1	Les modalités de concertation prévues :.....	17
10.2	2° Moyens concrètement mis en œuvre pour procéder à la concertation .....	17
10.2.1	Réunions publiques avant l'arrêt du SCoT .....	18
10.2.2	Contributions et observations recueillies par thème .....	18
10.2.3	Réponses et observations du PETR.....	19
10.3	Délibération tirant le bilan de la concertation .....	19
10.4	Avis de la commission d'enquête publique .....	19
11	SYNTHÈSE DES AVIS PRÉALABLES À L'ENQUÊTE PUBLIQUE .....	20
11.1	Avis des Personnes Publiques Associées (PPA) .....	20
11.1.1	Avis favorables.....	20
11.1.2	Avis défavorables.....	20
11.1.3	Avis réservés.....	21
11.2	Avis de la MRAe .....	33
11.3	Le projet de SCoT .....	33
11.4	Les principaux enjeux environnementaux relevés par la MRAe sont : .....	33
11.5	Sur le caractère complet et la qualité des informations du dossier .....	34
11.6	Analyse de la prise en compte de l'environnement et de la santé. Recommandations de la MRAe 35	
11.6.1	Consommation d'espace et limitation de l'étalement urbain : .....	35
11.6.2	Biodiversité, continuités écologiques et paysages .....	35
11.6.3	Eau potable-assainissement.....	36
11.6.4	Risques naturels, technologiques, nuisances sonores, pollution des sols : Les recommandations de la MRAe : .....	37
11.6.5	Énergies renouvelables et amélioration des performances énergétiques.....	37
	<i>Réponse du PETR : le DOO sera complété dans ce sens.</i> .....	37
11.7	Avis de la commission d'enquête publique .....	37
12	RECUEIL DES OBSERVATIONS DU PUBLIC .....	38
12.1	Éléments généraux .....	38
12.2	Climat de l'enquête.....	38
13	PRÉSENTATION DES OBSERVATIONS .....	38
13.1	Sens général des observations.....	38
13.2	Méthode d'analyse des observations.....	38
14	OBSERVATIONS DU PUBLIC .....	39

Enquête n° E 23000120/21 relative au projet de schéma de cohérence territoriale du Grand auxerrois (89) du mercredi 17 avril 2024 à 09h30 jusqu'au vendredi 31 mai 2024 à 17h00.

14.1	Consommation d'espace naturel et agricole (ENAF) .....	39
14.2	Impact sur le milieu naturel .....	43
14.3	Eau et assainissement .....	48
14.4	Agriculture .....	51
14.5	Energies Renouvelables .....	52
14.6	Emploi.....	54
14.7	Zonage- ZAE .....	54
14.8	Risques.....	57
14.9	Logement .....	61
14.10	Mobilités .....	63
14.11	Déchets .....	67
14.12	Fiscalité .....	67
14.13	Concertation .....	68
14.14	Organisation de l'enquête .....	69
15	QUESTIONS ET OBSERVATIONS DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE. ....	70
15.1	Désenclavement du territoire .....	70
15.1.1	Le réseau Ferré .....	70
15.1.2	Transport Aérien .....	71
15.2	L'offre de formation .....	73
15.3	Stratégie de pilotage du SCoT .....	74
15.4	Risques Technologiques .....	74
16	ANNEXES.....	77
16.1	ANNEXE 1 : PROCES VERBAL DES OBSERVATIONS .....	77
16.2	ANNEXE 2 : REPONSES DU MAITRE D'OUVRAGE .....	77
17	PIECES-JOINTES (Président du PETR du Grand Auxerrois uniquement) .....	77
17.1	DOSSIER D'ENQUÊTE .....	77
17.2	REGISTRES D'ENQUÊTE .....	77

Enquête n° E 23000120/21 relative au projet de schéma de cohérence territoriale du Grand auxerrois (89) du mercredi 17 avril 2024 à 09h30 jusqu'au vendredi 31 mai 2024 à 17h00.

Commission d'enquête : Président Georges Leclercq, Membres titulaires : Daniel Collard, Annie Duroux, Jean-Luc Jeoffroy, Jacques Simonnot Membre suppléant : Alain Duroux

# 1 OBJET DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE

## 1.1 Nature du projet

Le code de l'urbanisme prévoit la création de schéma de cohérence territoriale (SCoT) qui fixent les grands principes de l'aménagement du territoire à horizon 20 ans, en intégrant les politiques nationales, régionales et départementales, sur des thématiques diversifiées : mobilité, habitat, environnement, économie...

Le SCoT est un document d'urbanisme qui constitue un outil de conception et de mise en œuvre d'une planification stratégique à l'échelle d'un large bassin de vie.

Le projet de SCoT du Grand Auxerrois est porté par le PETR du Grand Auxerrois.

Le pôle d'équilibre territorial (PETR) du Grand Auxerrois regroupe, la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois, la Communauté de communes de l'Agglomération Migennoise, la Communauté de communes de l'Aillantais en Bourgogne, la Communauté de Communes Chablis, Villages et Terroirs, et la Communauté de communes Serein et Armance, représentant 115 communes.

## 1.2 Cadre législatif et réglementaire

Le projet de SCoT est élaboré puis soumis à une enquête publique conformément aux dispositions législatives et réglementaires ci-dessous :

- Code de l'urbanisme (CU): articles L.141-1 à L.145-1 et R.141-1 à R.143-16.
- Code de l'environnement (CE) : articles L.123-1 à L.123-18 et R.123-1 à R.123-33 ;

# 2 PLACE DE L'ENQUÊTE DANS LA PROCÉDURE

L'élaboration du SCoT du PETR du Grand Auxerrois a été lancée en octobre 2015. Elle a été suspendue jusqu'en 2021 puis reprise et achevée en 2023.

L'enquête publique fait suite à une phase de concertation obligatoire qui s'est déroulée de mai 2022 à septembre 2023.

A l'issue de l'enquête publique, le projet de schéma de cohérence territoriale du pôle d'équilibre territorial et rural (PETR) du Grand Auxerrois, éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui seront joints au dossier, des observations du public et du rapport de la commission d'enquête, sera soumis à l'approbation du comité syndical du PETR du Grand Auxerrois.

# 3 ORGANISATION DE L'ENQUÊTE

## 3.1 Désignation de la commission d'enquête

Par décision n° 23000120/21 du 21 décembre 2023, monsieur le président du tribunal administratif de Dijon a désigné les membres de la commission d'enquête :

- Monsieur Georges Leclercq : président ;
- Madame Annie Duroux, messieurs Daniel Collard, Jean-Luc Jeoffroy, Jacques Simonnot : membres titulaires ;
- Monsieur Alain Duroux : membre suppléant.

Enquête n° E 23000120/21 relative au projet de schéma de cohérence territoriale du Grand auxerrois (89) du mercredi 17 avril 2024 à 09h30 jusqu'au vendredi 31 mai 2024 à 17h00.

Commission d'enquête : Président Georges Leclercq, Membres titulaires : Daniel Collard, Annie Duroux, Jean-Luc Jeoffroy, Jacques Simonnot Membre suppléant : Alain Duroux

### 3.2 Concertation avec l'autorité organisatrice

Le président de la commission d'enquête accompagné de son suppléant a rencontré Madame Claire Garnier, directrice déléguée planification à la ville d'Auxerre représentant de l'autorité organisatrice le 13 février 2024 ainsi que Madame Alexia Schmit, directrice du PETR du grand Auxerrois pour mettre au point les modalités d'organisation de l'enquête publique.

L'arrêté organisant l'enquête publique ainsi que l'avis d'affichage ont été rédigés en concertation entre le président de la commission d'enquête et le représentant de l'autorité organisatrice.

Les membres de la commission d'enquête publique ont paraphé les registres d'enquête publique.

### 3.3 Information par annonces réglementaires

L'avis d'enquête publique a été publié dans les journaux suivants :

- L'indépendant de l'Yonne du 2 avril 2024 et du 22 avril 2024 ;
- L'Yonne Républicaine du 2 avril 2024 et du 22 avril 2024.

### 3.4 Information par affichage

L'avis d'enquête publique a été affiché dans les communes du PETR du Grand Auxerrois.

Les membres de la commission d'enquête se sont assurés de la présence des affiches dans les lieux d'enquête à l'occasion de leurs permanences.

## 4 DÉROULEMENT DE L'ENQUÊTE

### 4.1 Opérations préalables à l'enquête

Les membres de la commission d'enquête ont rencontré le 20 mars 2024, Monsieur Etienne Boileau, vice-président du PETR ainsi que Madame Schmit et Madame Jeannot (bureau d'études EAU) pour se faire présenter le projet.

### 4.2 Mise à disposition du dossier d'enquête

Le dossier a été accessible au public durant toute l'enquête publique dans les conditions suivantes :

- sur support papier et numérique, aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux aux lieux suivants : Communauté de l'Auxerrois, Direction de la Stratégie de l'Aménagement du Territoire et Mobilités, 14 place de l'Hôtel de Ville, 89000 AUXERRE ; Mairie de Migennes, salle du Conseil Municipal, place de l'Hôtel de ville, 89400 MIGENNES ; Communauté de communes Serein et Armance, salle RDC, 37 Avenue du Général Leclerc, 89600 SAINT FLORENTIN ; Communauté de communes Aillantais en Bourgogne, 9 rue des Perrières Aillant-sur-Tholon, 89110 MONTHOLON ; Communauté de communes Chablis Villages et Terroirs, bureau d'accueil, 2 rue du serein 89800 CHABLIS.
- sur le site internet du PETR du Grand Auxerrois à l'adresse : <https://www.grandauxerrois.fr/>
- sur le registre dématérialisé ouvert à cet effet à l'adresse : <https://www.registre-dematerialise.fr/5243>.
- sur un poste informatique mis à disposition aux lieux de consultations identifiés ci-dessus, aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux.

Le public pouvait obtenir, dès la publication de l'arrêté de l'ouverture de l'enquête, la copie du dossier, sur demande auprès des autorités compétentes et à ses frais.

Enquête n E 23000120/21 relative au projet de schéma de cohérence territoriale du Grand auxerrois (89) du mercredi 17 avril 2024 à 09h30 jusqu'au vendredi 31 mai 2024 à 17h00.

Commission d'enquête : Président Georges Leclercq, Membres titulaires : Daniel Collard, Annie Duroux, Jean-Luc Jeoffroy, Jacques Simonnot Membre suppléant : Alain Duroux

#### 4.3 Registres d'enquête publique

Les observations pouvaient être déposées pendant toute la durée de l'enquête publique :

- par voie postale, adressées au président de la commission d'enquête, au siège de l'enquête, PETR du Grand Auxerrois, 6 bis place du Maréchal Leclerc 89000 AUXERRE
- sur les registres papiers aux lieux suivants : Communauté de l'auxerrois, Direction de la Stratégie de l'Aménagement du Territoire et Mobilités, 14 place de l'Hôtel de Ville, 89000 AUXERRE ; Mairie de Migennes, salle du Conseil Municipal, place de l'Hôtel de ville, 89400 MIGENNES ; Communauté de communes Serein et Armance, salle RDC, 37 Avenue du Général Leclerc, 89600 SAINT FLORENTIN ; Communauté de communes Aillantais en Bourgogne, 9 rue des Perrières Aillant-sur-Tholon, 89110 MONTHOLON ; Communauté de communes Chablis Villages et Terroirs, bureau d'accueil, 2 rue du serein 89800 CHABLIS, aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux ;
- par courriel à l'adresse : [enquete-publique-5243@registre-dematerialise.fr](mailto:enquete-publique-5243@registre-dematerialise.fr)
- sur le registre dématérialisé à l'adresse : <https://www.registre-dematerialise.fr/5243>

Les observations des registres papiers ont été transférées chaque semaine sur le registre dématérialisé à l'adresse <https://www.registre-dematerialise.fr/5243>.

#### 4.4 Permanences

Le siège de l'enquête publique était fixé à la Communauté de l'Auxerrois, Direction de la Stratégie de l'Aménagement du Territoire et Mobilités, 14 place de l'hôtel de Ville, 89000 AUXERRE.

La commission d'enquête publique, représentée par un ou plusieurs de ses membres, s'est tenue à la disposition du public aux lieux suivants :

Lieux	Dates	Horaires
Communauté de l'auxerrois, Direction de la Stratégie de l'Aménagement du Territoire et Mobilités, 14 place de l'Hôtel de Ville, 89000 AUXERRE	Mercredi 17 avril	9.30 / 12.30
Mairie de Migennes, salle du Conseil Municipal, place de l'Hôtel de ville, 89400 MIGENNES	Mercredi 17 avril	14.00 / 17.00
Communauté de communes Serein et Armance, salle RDC, 37 Avenue du Général Leclerc, 89600 SAINT FLORENTIN	Samedi 20 avril	9.30 / 12.30
Communauté de Communes de l'Aillantais en Bourgogne, 9 rue des Perrières Aillant-sur-Tholon, 89110 MONTHOLON	Mercredi 24 avril	14.00 / 17.00
Communauté de communes Chablis Villages et Terroirs, bureau d'accueil, 2 rue du serein 89800 CHABLIS	Vendredi 26 avril	14.00 / 17.00
Mairie de Migennes, salle du Conseil Municipal, place de l'Hôtel de ville, 89400 MIGENNES	Lundi 13 mai	14.00 / 17.00
Communauté de l'auxerrois, Direction de la Stratégie de l'Aménagement du Territoire et Mobilités, 14 place de l'Hôtel de Ville, 89000 AUXERRE	Samedi 18 mai	9.30 / 12.30
Communauté de Communes de l'Aillantais en Bourgogne, 9 rue des Perrières Aillant-sur-Tholon, 89110 MONTHOLON	Mercredi 22 mai	9.30 / 12.30
Communauté de communes Serein et Armance, salle RDC, 37 Avenue du Général Leclerc, 89600 SAINT FLORENTIN	Mercredi 22 mai	14.00 / 17.00
Mairie de Migennes, salle du Conseil Municipal, place de l'Hôtel de ville, 89400 MIGENNES	Mercredi 22 mai	14.00 / 17.00
Communauté de communes Chablis Villages et Terroirs, bureau d'accueil, 2 rue du serein 89800 CHABLIS	Lundi 27 mai	9.30 / 12.30
Communauté de communes Serein et Armance, salle RDC, 37 Avenue du Général Leclerc, 89600 SAINT FLORENTIN	Lundi 27 mai	14.00 / 17.00
Communauté de communes de l'Aillantais en Bourgogne, 9 rue des Perrières Aillant-sur-Tholon, 89110 MONTHOLON	Mercredi 29 mai	14.00 / 17.00
Communauté de communes Chablis Villages et Terroirs, bureau d'accueil, 2 rue du serein 89800 CHABLIS	Vendredi 31 mai	9.30 / 12.30
Communauté de l'auxerrois, Direction de la Stratégie de l'Aménagement du Territoire et Mobilités, 14 place de l'Hôtel de Ville, 89000 AUXERRE	Vendredi 31 mai	14.00 / 17.00

Enquête n E 23000120/21 relative au projet de schéma de cohérence territoriale du Grand auxerrois (89) du mercredi 17 avril 2024 à 09h30 jusqu'au vendredi 31 mai 2024 à 17h00.

Commission d'enquête : Président Georges Leclercq, Membres titulaires : Daniel Collard, Annie Duroux, Jean-Luc Jeoffroy, Jacques Simonnot Membre suppléant : Alain Duroux

#### 4.5 Clôture de l'enquête

Le 31 mai 2024 à 17h00, le délai d'enquête étant expiré, le président de la commission d'enquête a clos les registres d'enquête publique.

L'autorité organisatrice a remis au président de la commission d'enquête publique les registres papiers le 6 juin 2024.

### 5 COMMUNICATION DES OBSERVATIONS

En exécution de l'article R123-18 du Code de l'environnement fixant les modalités de clôture de l'enquête publique, le président de la commission d'enquête a rencontré le 6 juin 2024, Madame Alexia Schmit, représentante du maître d'ouvrage, accompagnée de Madame Claire Garnier.

Il lui a présenté les registres d'enquête, clos par ses soins à l'issue de l'enquête.

Il lui a remis une copie du procès-verbal de synthèse.

Il l'a invitée à remettre son mémoire en réponse au procès-verbal, dans un délai de quinze jours, soit au plus tard le 22 juin 2024.

Le MOA a fourni son mémoire en réponse le 26 juin 2024.

Le procès-verbal des observations ainsi que le mémoire en réponse du MOA figurent en annexe du présent rapport.

### 6 TRAVAUX DE LA COMMISSION D'ENQUETE

La commission d'enquête a tenu des réunions de travail les 9 février, 25 avril, 23 mai, 12 juin, 1<sup>er</sup> juillet, 2 juillet, 4 juillet, 8 juillet.

Des membres de la commission d'enquête ont auditionné des représentants :

- de la coopérative La Chablisienne, le 22 mai 2024 ;
- de l'Aéroport d'Auxerre-Branches, le 5 juin 2024 ;
- des Entreprises :
  - FRUEHAUF à Auxerre, le 29 mai 2024 ;
  - Duc-Plukon à Chailley, le 22 mai 2024 ;
  - Filière hydrogène à Auxerre, le 19 juin 2024 ;
- de l'Association de la Jeunesse Auxerroise(AJA) Football, le 29 mai 2024 ;
- de l'Office Auxerrois de l'Habitat à Auxerre, le 3 juin 2024 ;
- de Domanys à Auxerre, le 11 juin 2024

Enquête n° E 23000120/21 relative au projet de schéma de cohérence territoriale du Grand auxerrois (89) du mercredi 17 avril 2024 à 09h30 jusqu'au vendredi 31 mai 2024 à 17h00.

Commission d'enquête : Président Georges Leclercq, Membres titulaires : Daniel Collard, Annie Duroux, Jean-Luc Jeoffroy, Jacques Simonnot Membre suppléant : Alain Duroux



## 7 TRANSMISSION DU DOSSIER

Le 10 juillet 2024, le président de la commission d'enquête a déposé :

- au représentant de l'autorité organisatrice, le dossier d'enquête, les registres d'enquête, le rapport d'enquête et les conclusions motivées ;
- au tribunal administratif de Dijon, le rapport d'enquête et les conclusions motivées.

Enquête n E 23000120/21 relative au projet de schéma de cohérence territoriale du Grand auxerrois (89) du mercredi 17 avril 2024 à 09h30 jusqu'au vendredi 31 mai 2024 à 17h00.

Commission d'enquête : Président Georges Leclercq, Membres titulaires : Daniel Collard, Annie Duroux, Jean-Luc Jeoffroy, Jacques Simonnot Membre suppléant : Alain Duroux

## 8 PRÉSENTATION DU DOSSIER D'ENQUETE

Le dossier composé de 1314 pages comprend les pièces suivantes :

- Projet d'Aménagement Stratégique (PAS)
- Document d'Objectifs et d'Orientations incluant le document d'aménagement artisanal et commercial (DAAC)
- Bilan de la concertation
- Annexe 1 : Résumé non technique
- Annexe 2 : Diagnostic Territorial :
  - Livre I état initial de l'environnement
  - Livre II diagnostic social avec actualisation réalisée en 2022
  - Livre III diagnostic agricole
  - Livre IV diagnostic économique, commercial, touristique et logistique
- Annexe 3 : Évaluation environnementale
- Annexe 4 : Justification des choix retenus (et compatibilité avec d'autres documents normatifs)
- Annexe 5 : Analyse et Justification de la Consommation d'Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers
- Annexe 6 : Programme d'action
- Annexe 7 : Pelouses Inventaire et Atlas
- Annexe 8 : Milieux Humides : Atlas et Zone d'étude
- Recueil des actes portant élaboration du SCoT du Grand Auxerrois
- Recueil des observations des personnes publiques et de l'autorité environnementale.

### 8.1 Qualité du dossier

En dépit du volume, on observe un effort de clarté avec des clés de lecture facilitant la compréhension de l'articulation entre les différents documents.

Les grands enjeux apparaissent clairement, s'appuyant sur des cartes renseignées avec soin. Le volume conséquent du dossier s'explique par un souci d'exhaustivité. L'ensemble présente une bonne lisibilité, contenant des prescriptions précises et compréhensibles, usant d'un vocabulaire accessible à un large public.

Plusieurs documents contiennent des « conclusions » ou « synthèse de chapitres » rendant plus abordables des parties relativement complexes. Ceci s'accompagne parfois de « Lexique » et « Glossaire ». Les parties les plus spécialisées comprennent des rappels de méthodologie ou du cadre réglementaire. A titre d'exemple, le diagnostic agricole se révèle particulièrement complet.

En outre, l'identification des pièces au format numérique pourrait être plus explicite afin d'identifier plus rapidement le contenu. A la différence d'autres pièces, l'annexe 8 ne propose aucune méthodologie de réalisation ou d'utilisation de cet « Atlas et Zone d'étude des milieux humides ». Ici, des cartes, dotées d'une légende simpliste, sont classées par ordre alphabétique sans indication de leur origine ou de leur usage possible.

Sur la facilité d'usage d'un tel document de planification, on peut regretter une certaine difficulté à relier les 14 « fiches actions » du Programme d'action (Annexe 6) aux 61 indicateurs de suivi de l'évaluation environnementale (Annexe 3).

En conclusion, et observant que ces remarques ne remettent pas en cause la qualité globale de l'ensemble, ce dossier se révèle conforme aux dispositions des codes de l'environnement et de l'urbanisme. Le résumé non technique permet à un public non averti de comprendre les enjeux du projet.

Enquête n° E 23000120/21 relative au projet de schéma de cohérence territoriale du Grand auxerrois (89) du mercredi 17 avril 2024 à 09h30 jusqu'au vendredi 31 mai 2024 à 17h00.

Commission d'enquête : Président Georges Leclercq, Membres titulaires : Daniel Collard, Annie Duroux, Jean-Luc Jeoffroy, Jacques Simonnot Membre suppléant : Alain Duroux

## 9 DESCRIPTION SOMMAIRE DU PROJET

Ces éléments sont extraits du résumé non technique du dossier soumis à l'enquête publique.

### 9.1 Généralités

Le SCoT du Grand Auxerrois définit les orientations d'aménagement du territoire à vingt ans et assure la cohésion d'ensemble des documents d'urbanisme locaux et des politiques sectorielles mises en œuvre par des règles applicables à tous (ex : habitat, mobilités, paysages, développement économique, etc.). Il intègre également les politiques nationales, régionales et départementales à l'échelle de son territoire.

C'est un document qui retranscrit un travail d'écoute et d'échanges entre les acteurs du territoire, les élus, la population et les personnes publiques associées. Il comprend un Projet d'Aménagement Stratégique (PAS), un Document d'Orientation et d'Objectifs (DOO) et des annexes.

Le territoire du Grand Auxerrois est situé dans le département de l'Yonne en région Bourgogne-Franche-Comté. Il comprend 115 communes et 5 EPCI. L'élaboration du SCoT, qui est porté par le PETR du Grand Auxerrois, a été lancée en octobre 2015. Après les diverses phases d'étude, le projet a été « arrêté » par le Comité syndical du PETR le 17 octobre 2023.

### 9.2 Diagnostic social, économique et agricole et état initial de l'environnement

#### 9.2.1 État initial de l'environnement

Le territoire présente des atouts paysagers très variés (vignoble, bocage, forêts, milieux humides ...) et de nombreux éléments patrimoniaux qui doivent être préservés voire valorisés. Les réservoirs de biodiversité, les zones humides, l'état écologique des cours d'eau doivent être protégés. La richesse du sol, bien exploitée pour l'agriculture, la viticulture, la forêt ou l'extraction de matériaux doit être également préservée pour lutter contre les pollutions et plus généralement pour s'adapter au contexte climatique.

La problématique de l'eau touche l'ensemble du territoire ; ce dernier ne pourra pas se développer sans une véritable politique de protection de cette ressource au niveau de sa qualité, de sa captation, de son utilisation agricole ou encore du traitement des eaux usées.

S'agissant des risques naturels et technologiques, des nuisances et des pollutions, le territoire doit tendre à réduire la vulnérabilité des populations et gérer les risques en les prenant au maximum en compte dans les projets. La lutte contre les nuisances et pollutions passe par une réduction des déchets, une réduction de la pollution lumineuse et l'amélioration de la qualité de l'air.

Sur le volet Énergie Climat, le territoire surtout consommateur de produits pétroliers (transports) et d'électricité (logements) doit veiller à poursuivre sa production d'énergie renouvelable (éolien et bois-énergie) et à développer la géothermie et la méthanisation. Il doit également mettre en place une politique d'habitat visant à intégrer le bioclimatisme dans les logements, agir sur les performances énergétiques des bâtiments et limiter les mobilités en développant les transports collectifs et les modes doux.

Globalement, Le Grand Auxerrois est un territoire dont l'environnement est de bonne qualité vis-à-vis de la santé humaine de sa population par son cadre de vie avec des Trames Verte et Bleue préservant la biodiversité. Néanmoins, les points principaux d'attention et de fragilité sont liés à la qualité de l'eau, à la vulnérabilité de la population face aux risques, à la précarité climatique, notamment dans le domaine du logement.

Enquête n° E 23000120/21 relative au projet de schéma de cohérence territoriale du Grand auxerrois (89) du mercredi 17 avril 2024 à 09h30 jusqu'au vendredi 31 mai 2024 à 17h00.

Commission d'enquête : Président Georges Leclercq, Membres titulaires : Daniel Collard, Annie Duroux, Jean-Luc Jeoffroy, Jacques Simonnot Membre suppléant : Alain Duroux

### 9.2.2 Diagnostic social

Comptant 132 557 habitants en 2018 avec une tendance à la baisse depuis quelques années, le territoire est majoritairement rural avec cependant 5 communes urbaines Auxerre, Migennes, Saint-Georges sur Baulche, Cheny, Perrigny.

Le projet de SCoT vise à contrer le vieillissement de la population et à s'adapter à la diminution de la taille des ménages. Les logements, au nombre de 73 498, concernent à plus de 80 % des résidences principales, il convient de les adapter à la taille et au niveau de vie des ménages et de réduire la vacance pour, d'une part, répondre aux besoins, d'autre part, rénover le patrimoine existant.

En termes d'équipement et services, le territoire est assez inégalement équipé, notamment en commerces et services médicaux, majoritairement situés sur l'agglomération auxerroise. La priorité consiste à renforcer la couverture en équipements déficitaires et à encourager le déploiement de la fibre.

Le Grand Auxerrois est très diversifié en réseau de transports mais dans certains secteurs, ils sont parfois inaccessibles. Le projet vise à repenser les offres de covoiturage, développer la mobilité douce, adapter les transports en commun aux besoins.

### 9.2.3 Diagnostic agricole

94 % du territoire est occupé par la forêt ou l'agriculture qui génère une production diversifiée : grandes cultures, viticulture, élevages bovins, caprins et ovins ; les productions sont souvent valorisées par des entreprises agro-alimentaires comme par exemple la transformation de volailles par le groupe DUC-PLUKON à Chailley.

Entre 2012 et 2018, 100 ha, majoritairement agricoles, ont été affectés à l'augmentation du tissu urbain.

L'agriculture biologique ne représente que 12 % des entreprises agricoles du secteur.

Le territoire compte plusieurs IGP/AOP (fromages, viticulture notamment) et 122 exploitations qui commercialisent en circuit court.

Plus de la moitié des chefs d'exploitation ont aujourd'hui plus de 50 ans. A noter que les installations nouvelles concernent principalement le domaine viticole ou de petites productions (maraichage, fruits).

Le projet de SCoT vise à adapter les systèmes de production au changement climatique, garantir la ressource en eau agricole, maintenir le foncier agricole, pérenniser les exploitations et diversifier les filières.

#### 9.2.4 Diagnostic économique

Le territoire est caractérisé par des filières identitaires fortes (viticulture, agro-alimentaire, industrie mécanique ...) avec des spécificités propres à chaque EPCI.

Les professions intellectuelles supérieures sont en évolution constante et le ratio emploi/actif est équilibré à l'échelle du PETR.

Les capacités d'accueil des activités sont importantes mais certaines friches apparaissent.

Les principaux enjeux sur ce domaine consistent à maintenir les diversités de l'économie, affirmer les spécificités, mettre en adéquation l'offre et la demande en matière de foncier, renforcer la cohérence entre l'accueil de la population et le développement économique.

Le commerce est essentiellement situé dans les agglomérations Auxerroise et Migennoise, les autres secteurs étant simplement couverts pour les achats courants.

Les zones commerciales sont parfois surdimensionnées et un enrichissement apparaît.

Le projet envisage de maîtriser la création de surfaces supplémentaires, revitaliser les centres-villes et centres-bourgs, permettre une desserte optimale des besoins et requalifier les zones anciennes.

Le tourisme sur le territoire est tourné vers les voies d'eau, le cyclotourisme, les paysages et plus généralement le patrimoine et la viticulture. 7300 lits sont à la disposition des touristes. Il convient donc de préserver le patrimoine architectural, conforter le tourisme fluvial, développer le cyclotourisme et le tourisme d'affaires.

En matière de logistique, l'activité se limite aux besoins locaux. L'enjeu principal sur ce domaine consiste à maintenir l'existant, identifier des zones adaptées, notamment pour assurer le développement du e-commerce.

#### 9.3 Le projet de territoire à horizon 20 ans

Pour répondre aux enjeux mis en évidence dans le diagnostic, la stratégie pour développer le territoire à horizon de 20 ans comprend trois objectifs principaux :

- favoriser l'attractivité du territoire et permettre son développement raisonné en lien avec les territoires voisins ;
- conforter ce développement de manière cohérent et solidaire en maintenant la complémentarité entre l'urbain et le rural ;
- construire un projet fondé sur les principes du développement durable ; les orientations du schéma doivent satisfaire les besoins économiques mais aussi, assurer la mixité sociale, la qualité du cadre de vie, l'environnement et la préservation des ressources naturelles.

Enquête n° E 23000120/21 relative au projet de schéma de cohérence territoriale du Grand auxerrois (89) du mercredi 17 avril 2024 à 09h30 jusqu'au vendredi 31 mai 2024 à 17h00.

Commission d'enquête : Président Georges Leclercq, Membres titulaires : Daniel Collard, Annie Duroux, Jean-Luc Jeoffroy, Jacques Simonnot Membre suppléant : Alain Duroux

### 9.3.1 Les objectifs issus du Projet d'Aménagement Stratégique (PAS)

Le PETR a axé son projet de développement à partir des analyses précédentes en construisant une organisation à long terme ; pour cela, il a défini 3 objectifs dans son PAS.

Objectif 1 : un territoire dynamique et équilibré

Le projet prévoit de revoir l'armature territoriale autour du pôle urbain (Auxerre), des 11 pôles relais et des 17 pôles de proximité pour répondre aux besoins des habitants et des entreprises en termes de logement, d'habitat, d'accès au numérique et de mobilité durable, tout en confortant une agriculture dynamique.

Objectif 2 : un territoire riche de sa qualité de vie

Pour atteindre cet objectif, il est envisagé de maîtriser et d'adapter l'urbanisation, de préserver et valoriser l'environnement, de développer l'offre de services de proximité et de réduire l'exposition aux risques de la population.

Objectif 3 : un territoire en transition(s)

Le PETR souhaite inventer de nouveaux modèles de développement pour répondre aux enjeux actuels et futurs en gérant les espaces de façon économe, en préservant les ressources, en tendant vers un territoire autonome et en mettant en place une stratégie durable de l'emploi.

### 9.3.2 Les orientations et les objectifs issus du Dossier d'Objectifs et d'Orientations (DOO)

Le PETR décline dans le DOO les orientations permettant de mettre en œuvre les objectifs identifiés dans le PAS ; ces orientations peuvent relever de l'action politique mais aussi de partenariat à développer ou à créer.

Partie 1 : un territoire dynamique et équilibré

5 orientations déclinées en 12 actions permettent d'envisager des réponses à l'objectif ; elles concernent notamment des actions sur l'armature territoriale, sur le maillage commercial, sur les mobilités, sur la stratégie économique et sur l'agriculture.

Partie 2 : un territoire riche de sa qualité de vie

4 orientations, 2 sous-orientations déclinées en 16 actions visent à maîtriser et adapter l'urbanisation, à préserver et valoriser l'environnement (Trame Verte et Bleue), à aménager pour valoriser la biodiversité, à maintenir les services de proximité, et à réduire l'exposition aux risques et aux nuisances.

Partie 3 : un territoire en transition(s)

3 orientations déclinées en 9 actions doivent permettre une gestion économe des espaces et une préservation des ressources mais aussi de tendre vers un territoire autonome et de mettre en œuvre une stratégie durable de l'emploi et de la formation.

Enquête n° E 23000120/21 relative au projet de schéma de cohérence territoriale du Grand auxerrois (89) du mercredi 17 avril 2024 à 09h30 jusqu'au vendredi 31 mai 2024 à 17h00.

Commission d'enquête : Président Georges Leclercq, Membres titulaires : Daniel Collard, Annie Duroux, Jean-Luc Jeoffroy, Jacques Simonnot Membre suppléant : Alain Duroux

### 9.3.3 La réduction de la consommation d'espaces en extension

Sur la période 2011 – 2021, 39,5 ha ont été consommés chaque année pour le développement de l'habitat ou des zones commerciales ; le projet de SCoT veut ramener ce chiffre à 15 ha par an avec une réduction de 50 % lors de la prochaine décennie et de 75 % lors de la décennie suivante ; il tend ainsi vers la Zéro Artificialisation Nette (ZAN) promue par la loi Climats et Résilience.

### 9.4 L'évaluation environnement du projet

Le projet de SCoT propose des mesures d'évitement, de réduction, de compensation et d'accompagnement pour un développement territorial respectueux des ressources dans un contexte de changement climatique.

#### 9.4.1 Sols et morphologie

L'objectif de 15 hectares par an de consommation d'espace en extension répond à un souci de préservation des espaces naturels et agricoles.

#### 9.4.2 Ressources en eau et usages

Le développement du territoire, ses aménagements et son urbanisation apportent de nouvelles opportunités pour améliorer la gestion efficace de l'eau et notamment des systèmes d'assainissement. La mise en œuvre de la Trame Verte et Bleue à travers la définition d'objectif de protection de la ressource en eau et ses milieux associés constitue des mesures d'évitement fortes.

#### 9.4.3 Biodiversité et dynamiques écologiques – Natura 2000

La protection des réservoirs de biodiversité et en particulier des sites Natura 2000, la valorisation de la Trame Verte et Bleue, la gestion des différents usages et la limitation de la consommation d'espaces constituent des mesures d'évitement que pourrait apporter le projet de SCoT.

#### 9.4.4 Risques naturels et technologiques – Nuisances et pollution – Énergie Climat

Le projet de SCoT intègre une stratégie de résilience face aux risques naturels ou technologiques dans le contexte de changement climatique ; la préservation de la ressource en eau et la protection de la biodiversité y contribuent. Le SCoT met également en œuvre des mesures d'évitement, de réduction ou d'accompagnement sur la qualité de l'air, des sols et de l'eau.

Si le projet de SCoT engendre des consommations d'énergie nouvelles, la politique en matière d'énergie renouvelable, notamment grâce à une production locale, compense ces effets.

Enquête n° E 23000120/21 relative au projet de schéma de cohérence territoriale du Grand auxerrois (89) du mercredi 17 avril 2024 à 09h30 jusqu'au vendredi 31 mai 2024 à 17h00.

Commission d'enquête : Président Georges Leclercq, Membres titulaires : Daniel Collard, Annie Duroux, Jean-Luc Jeoffroy, Jacques Simonnot Membre suppléant : Alain Duroux

#### 9.4.5 Paysages

Le maintien des identités paysagères participe à la mise en scène des identités territoriales. En effet, les paysages sont des éléments qui tracent les lignes de fonctionnalité et de continuité ou de ruptures entre les espaces de vie. De la même façon, les paysages agricoles sont des témoins de ces usages différenciés, ils participent à la qualité du cadre de vie territorial en tant que garant de la biodiversité et leur préservation devient alors un enjeu. Ainsi le territoire cherche à transmettre son paysage naturel et bâti aux générations futures.

#### 9.5 Les modalités de suivi de l'application du SCoT

Les indicateurs retenus sont des outils d'animation, de dialogue et de pilotage. Ils permettent de constater les évolutions et d'estimer si les tendances vont dans le sens des objectifs fixés. Le cas échéant, il conviendra de corriger les effets inattendus. Les indicateurs de suivi sélectionnés sont liés aux grands enjeux révélés dans le cadre du projet de SCoT et classés en 4 thèmes, à savoir, une trajectoire de développement, la biodiversité et la fonctionnalité environnementale, les capacités de développement et la préservation des ressources et la préservation du territoire.

#### 9.6 Le programme d'actions

Pour mettre en œuvre la stratégie, les orientations et les objectifs de son projet de SCoT, le PETR a prévu 13 fiches actions organisées autour de 8 thématiques : la gouvernance, l'aménagement et le développement durable, les ressources naturelles, l'économie et le commerce, le foncier, l'habitat et le bâti, les mobilités, l'attractivité.

#### 9.7 L'articulation avec les autres plans et programmes

Le projet de SCoT est compatible avec le Schéma Régional, d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires de la Région Bourgogne-Franche-Comté (« SRADDET Ici 2050 »), le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Seine-Normandie 2022-2027 (SDAGE), le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin versant de l'Armançon (SAGE), Les Plans de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI), le Plan de Gestion des Risques d'Inondation (PGRI) 2016-2021 du bassin Seine-Normandie, le Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT), le Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE) de Bourgogne, le Schéma régional des carrières de Bourgogne-Franche-Comté.

Il s'appuie sur le Schéma Régional de Gestion Sylvicole (SRGS), le Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement (PPBE) dans le département de l'Yonne, le Plan d'exposition au bruit de l'aéroport d'Auxerre-Branches et le Schéma Directeur d'Aménagement Numérique du Territoire icaunais.

Enquête n° E 23000120/21 relative au projet de schéma de cohérence territoriale du Grand auxerrois (89) du mercredi 17 avril 2024 à 09h30 jusqu'au vendredi 31 mai 2024 à 17h00.

Commission d'enquête : Président Georges Leclercq, Membres titulaires : Daniel Collard, Annie Duroux, Jean-Luc Jeoffroy, Jacques Simonnot Membre suppléant : Alain Duroux



## 10 LA CONCERTATION

La concertation (Article L.103-2 du CU) « L'élaboration du schéma de cohérence territoriale fait l'objet d'une concertation associant, pendant toute la durée de l'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées ».

### 10.1 Les modalités de concertation prévues :

Par délibération du 13 octobre 2015, le comité syndical du PETR a prescrit l'élaboration du SCoT et fixé les objectifs et modalités de concertation pour l'information du public pendant toute la durée de son élaboration, soit jusqu'à son arrêt.

Les modalités prévues pour la concertation sont les suivantes :

- publication d'articles dédiés au SCoT dans les bulletins d'information intercommunaux existants ;
- mise à disposition d'un dossier, avec un registre d'observations, informant sur le déroulement de la procédure et les orientations étudiées, consultables dans les 5 sièges des EPCI membres, à leurs jours et heures d'ouverture ;
- organisation de réunions thématiques avec les acteurs économiques, sociaux, culturels, éducatifs, scientifiques et associatifs concernés ;
- organisation d'au moins une réunion publique par EPCI pour présenter le projet avant son arrêt ;
- association du conseil de développement à la procédure d'élaboration : consultation expresse sur le projet d'aménagement stratégique-PAS et le document d'orientation et d'objectif -DOO.

### 10.2 2° Moyens concrètement mis en œuvre pour procéder à la concertation

Les 3 grandes étapes de la construction du SCoT ont servi d'appui : le diagnostic, le PAS, le DOO.

Toutes les modalités prévues ont été respectées. Les élus ont participé à des séminaires et réunions avec les personnes publiques associées.

Mise à disposition du public d'un dossier et d'un registre informant sur le déroulement de la procédure et sur les orientations étudiées dans les 4 communautés de communes, la communauté d'agglomération de l'Auxerrois, et sur le site internet consacré au SCoT du Grand Auxerrois.

Dans ce dossier figuraient notamment :

- en mai 2022, le projet de diagnostic, et 2 délibérations (prescription et concernant la modernisation des SCoT),
- en février 2023, phase PAS avec les 3 délibérations portant débat s'y rapportant, le projet de PAS au 20 décembre 2022, puis au 30 mai 2023,
- en juin 2023, phase DOO : 3 délibérations s'y rapportant, projet de DOO et de document d'aménagement artisanal et commercial DAAC.

Les informations relatives à ces mises à disposition ont été relayées sur les sites internet des EPCI, sur le site internet du PETR.

Enquête n° E 23000120/21 relative au projet de schéma de cohérence territoriale du Grand auxerrois (89) du mercredi 17 avril 2024 à 09h30 jusqu'au vendredi 31 mai 2024 à 17h00.

Commission d'enquête : Président Georges Leclercq, Membres titulaires : Daniel Collard, Annie Duroux, Jean-Luc Jeoffroy, Jacques Simonnot Membre suppléant : Alain Duroux

### 10.2.1 Réunions publiques avant l'arrêt du SCoT

5 réunions ont eu lieu en septembre 2023 à Vermenton, Migennes, Montholon, Saint-Florentin, Auxerre, soit une par EPCI.

Chaque intercommunalité a été le relais sur son territoire pour ces réunions publiques : certaines ont fait le choix d'une diffusion sur les réseaux sociaux (CC Seine et Armanche, CC Migennes), dans des articles de publication des EPCI, sur le site internet des 5 EPCI, tous en diffusion pour relais à leurs communes avec parfois affichage.

Conclusion : la concertation a été menée de manière satisfaisante, d'un point de vue réglementaire et suffisante pour ce qui concerne ses modalités. Les précisions et exemples illustratifs insérés dans le document montre la qualité des présentations : cartons d'invitation, extraits d'informations relayées sur les réseaux sociaux, exemples de support des réunions, extraits du site internet du SCoT, des EPCI, extrait de l'Auxerrois Magazine...

Concernant le manque de communication sur l'organisation des réunions publiques, soulevé par plusieurs personnes, il n'est guère possible de lancer des invitations individuelles sur un territoire aussi vaste dans le contexte d'un SCoT.

Des réunions thématiques ont eu lieu avec les acteurs économiques, sociaux, culturels, éducatifs, scientifiques et associatifs : le conseil de développement du PETR a été associé à la procédure d'élaboration, invité aux réunions d'information, consulté sur le diagnostic, le PAS et le DOO. Il s'est réuni à 5 reprises entre mars 2022 à octobre 2023.

### 10.2.2 Contributions et observations recueillies par thème

- inquiétudes concernant plusieurs projets routiers (contournement d'Auxerre, passage à 2x2 voies de la RD 239 ;
- demande de multiplier les lignes/fréquences de bus, à allier avec le covoiturage, sécurisation des voies notamment cyclistes et piétonnes ;
- demande de garantir la protection de la biodiversité et des richesses environnementale, gestion plus durable des ressources ;
- demande de faire de la gestion de l'eau une priorité ;
- transmission par GRDF d'un document d'explication sur le gaz naturel pour les véhicules (pour les recherches de solutions futures) ;
- observation sur le problème de la multiplication des résidences secondaires, difficultés pour les petites communes à attirer des jeunes ménages du fait du manque de travail ;
- accueil touristique : difficulté de l'hôtellerie due aux normes contraignantes, manque de « marketing territorial ;
- problématique des logements sociaux dans certaines communes où les ménages sont isolés par faute d'offre de déplacement ;
- la dévitalisation des centres-bourgs et la concentration sur les grandes polarités portant préjudice au commerce local : il est suggéré de privilégier les implantations diversifiées ;
- remarque sur le manque d'équipements notamment scolaires et de formation.

Enquête n° E 23000120/21 relative au projet de schéma de cohérence territoriale du Grand auxerrois (89) du mercredi 17 avril 2024 à 09h30 jusqu'au vendredi 31 mai 2024 à 17h00.

Commission d'enquête : Président Georges Leclercq, Membres titulaires : Daniel Collard, Annie Duroux, Jean-Luc Jeoffroy, Jacques Simonnot Membre suppléant : Alain Duroux

### 10.2.3 Réponses et observations du PETR

A chaque question/observation, une réponse extraite des orientations du PAS/ et des orientations du DOO a pu être donnée.

Le PETR constate qu'il ressort de la concertation un grand intérêt porté pour la protection de l'environnement, l'adaptation du territoire à la transition écologique et énergétique, l'attractivité touristique et résidentielle du territoire, les problèmes de mobilité, l'accessibilité aux services et équipements qui confirme les bonnes orientations du SCoT sur ces thématiques, la concertation ne remet pas en cause du projet : le SCoT répond à toutes les observations.

### 10.3 Délibération tirant le bilan de la concertation

La délibération du comité syndical du PETR en date du 17 Octobre 2023 arrêtant le projet de SCoT a également approuvé le bilan de la concertation.

### 10.4 Avis de la commission d'enquête publique

La concertation a été menée de manière satisfaisante, d'un point de vue réglementaire et suffisante pour ce qui concerne ses modalités.

Les précisions et exemples illustratifs insérés dans le document montre la qualité des présentations : cartons d'invitation, extraits d'informations relayées sur les réseaux sociaux, exemples de support des réunions, extraits du site internet du SCoT, des EPCI, extrait de l'Auxerrois Magazine...

La participation du public a été faible bien que l'information concernant cette concertation ait été correctement effectuée.

Concernant le manque de communication sur l'organisation des réunions publiques, soulevé par plusieurs personnes, il n'est guère possible de lancer des invitations individuelles sur un territoire aussi vaste dans le contexte d'un SCoT.

## 11 SYNTHÈSE DES AVIS PRÉALABLES À L'ENQUÊTE PUBLIQUE

### 11.1 Avis des Personnes Publiques Associées (PPA)

153 PPA ont été consultées.

Il s'agit :

- des EPCI et communes incluses dans le périmètre du PETR ;
- des chambres consulaires ;
- des collectivités territoriales (département de l'Yonne, Région Bourgogne-Franche-Comté) ;
- des agences et syndicats exerçant des compétences en lien avec le périmètre fonctionnel d'un SCoT ;
- des PETR limitrophes (Nord Yonne, Pays Avallonnais).

17 PPA ont rendu un avis.

Les avis de la commune de Chavannes et de la région Bourgogne-Franche-Comté rendus hors délai n'ont pas été inclus dans le dossier soumis à l'enquête publique.

#### 11.1.1 Avis favorables

Communes de Chablis, de Gurgy, de Ligny-Le-Châtel, de Venoy.

Communauté de Communes Serein et Armance.

SCoT des Territoires de l'Aube (analyse du Syndicat d'étude et de programmation et d'aménagement de la région troyenne)

CDPENAF de l'Yonne

Plusieurs sujets ont été abordés au cours des débats de la CDPENAF avant le vote favorable.

Les densités de logement (25 par hectare en zone rurale et 60 dans le pôle central d'Auxerre), ainsi que les 175 ha pour développer les zones économiques comparativement aux 125 ha pour l'habitat sont jugées incohérentes par rapport à ce qui a été observé à ce jour dans le département.

Il est relevé que le PETR entend lutter contre la rétention foncière mais sans disposer des outils législatifs pour remobiliser des dents creuses face à des propriétaires non-vendeurs.

Le SCoT pourrait se montrer davantage prescriptif dans les mesures concrètes afin d'éviter de proposer de grandes lignes directrices non suivies d'outils concrets pour leur application.

#### 11.1.2 Avis défavorables

Communes de Charbuy, de Chichery.

Communauté de Communes de l'Agglomération Migennoise.

### 11.1.3 Avis réservés

#### 11.1.3.1 Avis du Préfet de l'Yonne (avis de l'État).

L'avis comprend quatre thèmes :

- la procédure d'élaboration et le format du document ;
- la gestion économique des espaces incluant les problématiques de démographie, de logements et d'utilisation du foncier ;
- les autres enjeux associés au document où l'on trouve la prévention des risques, la ressource en eau, la protection des écosystèmes, les paysages, les équipements, la mobilité ainsi que la performance environnementale ;
- la gouvernance qui s'attache aux modalités de suivi et aux indicateurs.

L'avis assorti de 32 réserves et de 52 recommandations est conditionné, pour devenir favorable, à la levée de chacune des réserves.

Les recommandations, ainsi que les remarques de forme formulées en annexe de l'avis, visent à améliorer la qualité finale du document.

L'article L. 143-24 du Code de l'urbanisme conditionne le caractère exécutoire du SCoT à la publication sur le Géoportail de l'urbanisme et à sa transmission aux services de l'État chargés du contrôle de légalité.

Pour rendre le document opposable, ces actions devront impérativement être réalisées, par le PETR, à l'issue de l'approbation du document.

#### Rappel des réserves

Réserve n°1 : Localisation des nouveaux logements sociaux (voir aussi la réserve n° 28)

Requalifier en prescription la recommandation portée p.35 du DOO, à savoir « *Favoriser les implantations significatives de logements sociaux dans les secteurs bien desservis, offrant des services et équipements et sans nuisances* ».

Réserve n°2 : Justification de la population estimée en 2023

Pour sécuriser juridiquement le SCoT, présenter la méthode d'estimation de la population en 2023, en outre, les analyses démographiques devraient se baser sur des données statistiques plus récentes que celles de 2018.

Réserve n°3 : Justification des grands équilibres démographiques

Justifier précisément la projection démographique et s'appuyer sur une analyse qualitative des vecteurs d'attractivité du territoire.

Approfondir la caractérisation des éléments de conjoncture pouvant augurer d'un éventuel renversement de tendance démographique, tel qu'exposé dans le SCoT.

Compléter les tableaux de projection démographique par un rappel des tendances passées pour donner des éléments de comparaison.

Enquête n E 23000120/21 relative au projet de schéma de cohérence territoriale du Grand auxerrois (89) du mercredi 17 avril 2024 à 09h30 jusqu'au vendredi 31 mai 2024 à 17h00.

Commission d'enquête : Président Georges Leclercq, Membres titulaires : Daniel Collard, Annie Duroux, Jean-Luc Jeoffroy, Jacques Simonnot Membre suppléant : Alain Duroux

#### Réserve n°4 : Besoin en logements

Préciser, selon les dispositions des articles L 141-1 à L 141-8 du Code de l'urbanisme, la méthode de calcul du besoin en logements supplémentaires et en détailler la ventilation exhaustive sous forme de tableau.

#### Réserve n°5 : Mise en œuvre du Schéma départemental d'accueil des gens du voyage

Modifier, en application de la Loi n° 2000-614 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage, la prescription p. 35 du DOO, afin de spécifier aux collectivités compétentes que les PLU(i) doivent « *mettre en œuvre* » le Schéma départemental d'accueil des gens du voyage et non pas simplement le « *prendre en considération* », de plus il est demandé de faire spécifier la réalisation d'une aire de grand passage.

#### Réserve n°6 : Fixation des objectifs de modération de la consommation d'espaces

Actualiser, conformément aux objectifs de lutte contre l'artificialisation des sols portés par le 6° bis de l'article L.101-2 et par l'article L.141-3 du CU, la donnée de référence au regard des éléments disponibles à la date de l'arrêt du document,

Objectiver, tout redressement de la donnée fournie par le CEREMA,

Revoir, en conséquence, les objectifs de modération de la consommation des ENAF.

#### Réserve n°7 : Modalités de suivi du respect des densités de logements projetées

Démontrer de façon convaincante, conformément aux dispositions de l'article L151-4 du Code de l'urbanisme, les actions à mettre en place pour s'assurer de la fidèle transposition des densités projetées en matière d'habitat (pilotage de la stratégie, sensibilisation des élus, formes d'habitat privilégiées selon les niveaux de densité, etc.).

#### Réserve n°8 : Requalification des ZAE et précision du besoin en nouvelles zones

Préciser, en application des objectifs de lutte contre l'artificialisation des sols portés par le 6° bis de l'article L.101-2 et par l'article L.141-3 du CU :

- la stratégie qui sera mise en œuvre pour prioriser la requalification et la densification des ZAE existantes ;
- exactement les besoins relatifs aux projets identifiés justifiant ces 175 ha supplémentaires, dans un contexte démographique peu porteur et dès lors que l'accent est mis sur la requalification et la densification de l'existant.

#### Réserve n°9 : Mobilisation des friches ou délaissés à vocation économique

Conférer, en application des objectifs de lutte contre l'artificialisation des sols, portés par le 6° bis de l'article L.101-2 et par l'article L.141-3 du CU, à l'orientation « *les stratégies intercommunales en matière de renouvellement des espaces économiques indiquent les priorités et le phasage en fonction de la faisabilité permettant de donner une visibilité sur le devenir des sites* », inscrite en p.30 du DOO, le statut de prescription et non simplement de recommandation, dès lors que l'accent est mis sur la requalification et la densification de l'existant.

Enquête n E 23000120/21 relative au projet de schéma de cohérence territoriale du Grand auxerrois (89) du mercredi 17 avril 2024 à 09h30 jusqu'au vendredi 31 mai 2024 à 17h00.

Commission d'enquête : Président Georges Leclercq, Membres titulaires : Daniel Collard, Annie Duroux, Jean-Luc Jeoffroy, Jacques Simonnot Membre suppléant : Alain Duroux

#### Réserve n°10 : Requalification et densification des ZAE existantes

Lever, en application des objectifs de lutte contre l'artificialisation des sols portés par le 6° bis de l'article L.101-2 et par l'article L.141-3 du CU la contradiction concernant l'orientation « *requalifier et densifier les zones d'activité économique existantes en priorité* », énoncée dans le DOO à titre de prescription p.25 et de recommandation p.29, en lui conférant préférentiellement un statut clairement prescriptif.

#### Réserve n°11 : Gestion des eaux pluviales

Compléter, en application de l'objectif de prévention des risques naturels prévisibles portés par l'article L.101-2 du CU, le DOO par les prescriptions particulières suivantes, devant être incluses dans les documents d'urbanisme afin d'encadrer la gestion des eaux pluviales :

- assurer une gestion des eaux pluviales à la source pour les nouveaux projets d'imperméabilisation ;
  - zéro rejet des pluies courantes (5 10mm/j) ;
  - régulation des pluies supérieures ;
- développer une meilleure gestion des eaux pluviales sur l'existant et limiter le ruissellement entraînant des phénomènes d'inondation ou d'érosion des sols, par intégration des cartographies de ruissellements existantes.

#### Réserve n°12 : Interdiction de constructions en zone d'aléa fort d'inondation

Remplacer, en application de l'objectif de prévention des risques naturels prévisibles, portés par l'article L.101-2 du CU, la prescription « *Ne pas autoriser, par principe, les constructions en zone d'aléa fort. Néanmoins, si la sécurité des personnes est garantie et que les projets conduisent à une réduction notable de leur vulnérabilité 1:4, alors des exceptions sont possibles* », inscrite en p. 64 du DOO, par « *Interdire toute construction en zone d'aléa fort inondation, à l'exception au cas par cas de quelques besoins nécessaires à des équipements collectifs* ».

#### Réserve n°13 : Interdiction d'implantation de nouveaux établissements sensibles en zone inondable

Remplacer, en application de l'objectif de prévention des risques naturels prévisibles portés par l'article L.101-2 du CU, la prescription « *Limiter les équipements et établissements sensibles dans les zones inondables* », inscrite p.64 du DOO, par « *Interdire les établissements sensibles et limiter les équipements dans les zones inondables j...]* ».

#### Réserve n°14 : PGRI Seine-Normandie 2022-2027 et nouvelles cartes d'aléa inondation par débordement de l'Yonne

Prendre en compte, le PGRI Seine-Normandie 2022-2027, approuvé le 3 mars 2022.

Indiquer, en application de l'objectif de prévention des risques naturels prévisibles portés par l'article L.101-2 du CU, à la suite du paragraphe consacré p. 162 du Diagnostic territorial aux plans de surfaces submersibles, que « *Sur le département de l'Yonne, le 20 juin 2022, les nouvelles cartes d'aléa issues de la modélisation hydraulique pour la révision des PPRI par débordement de l'Yonne ont été portées à la connaissance des communes concernées. Ces cartes sont à prendre en compte pour toutes demandes d'urbanisme sur ces communes, dans l'attente du PPRI qui devrait être approuvé au 2<sup>ème</sup> trimestre 2024.* »

#### Réserve n°15 : Prise en compte des enjeux relatifs aux captages

Compléter, en application des objectifs de prévention des pollutions et de préservation de la qualité de l'eau, du sol et du sous-sol portés par l'article L. 101-2 du CU, les prescriptions du DOO pour mieux prendre en compte les enjeux relatifs aux captages dits « prioritaires nationaux » et à ceux stratégiques localement.

Enquête n E 23000120/21 relative au projet de schéma de cohérence territoriale du Grand auxerrois (89) du mercredi 17 avril 2024 à 09h30 jusqu'au vendredi 31 mai 2024 à 17h00.

Commission d'enquête : Président Georges Leclercq, Membres titulaires : Daniel Collard, Annie Duroux, Jean-Luc Jeoffroy, Jacques Simonnot Membre suppléant : Alain Duroux

#### Réserve n°16 : Modalités de gestion de la ressource en eau

Proposer, parmi les prescriptions, la mise en place d'un suivi quantitatif et son exploitation pour une gestion à court terme et une anticipation à moyen terme.

Prescrire :

- et non recommander que « *les ressources alternatives doivent être suffisantes pour assurer les besoins des usagers et des milieux* » (p.75-76 du DOO) ;
- la réalisation de schémas de distribution d'eau potable par les collectivités compétentes ;
- la mise en place par les collectivités d'actions de sensibilisation des usagers (particuliers et professionnels) visant à encourager la maîtrise des consommations d'eau.

#### Réserve n°17 : Prioriser la sécurisation de la ressource en eau, parmi les opérations d'aménagement

Ajouter, en application du 6° de l'article L.101-2 du CU comme prescription de « *Faire de la sécurisation de la ressource en eau une condition prioritaire de toute nouvelle opération d'aménagement* ».

#### Réserve n°18 : Schémas de gestion des eaux pluviales et schémas directeurs d'assainissement

Prescrire, en application des objectifs de prévention des pollutions et de préservation de la qualité de l'eau, du sol et du sous-sol et des ressources naturelles portés par l'article L.101-2 du CU, dans le DOO, et non recommander, la mise en place par les collectivités compétentes de schémas de gestion des eaux pluviales et de schémas directeurs d'assainissement.

Prescrire aux collectivités de conditionner tout nouveau développement urbain à la capacité effective des milieux à assurer la dilution des rejets d'eaux issues du traitement d'épuration des eaux résiduaires urbaines.

#### Réserve n°19 : Protection des réservoirs de biodiversité

Préciser, en application des objectifs de protection des milieux naturels et des écosystèmes portés par le 6° de l'article L.101-2 et du 3° de l'article L.141-10 du CU, le parti d'aménagement en la matière de protection des réservoirs de biodiversité.

Indiquer si le SCoT interdit tout développement de l'urbanisation dans les réservoirs de biodiversité (protection stricte), ou s'il tolère des opérations sous condition d'application du principe ERC.

#### Réserve n°20 : Protection d'éléments significatifs de la TVB

Pelouses sèches : Renforcer la prescription sur la protection des pelouses sèches ;

Prairies : Incrire l'identification des prairies dans le DOO comme éléments significatifs de la trame verte et bleue à préserver.

#### Réserve n°21 : OAP trame verte et bleue

Rappeler, en application de l'article L. 151-6-2 du CU, le caractère obligatoire de ces OAP, en introduction du point 2.2.1.2 du DOO « *Préserver la diversité des milieux et les espaces naturels identitaires du territoire* ».

#### Réserve n°22 : Lisières

Supprimer, en application des objectifs de protection des milieux naturels et des écosystèmes portés par le 6° de l'article L.101-2 et du 3° de l'article L.141-10 du CU, en p.45 du DOO la recommandation « *Gérer le rapprochement des constructions avec les lisières des réservoirs de biodiversité par une gestion environnementale adaptée* » et maintenir la prescription « *Identifier et préserver les espaces de lisières entre les réservoirs de biodiversité et les aménagements urbains dans le zonage des PLU(i), avec un règlement adapté permettant de réduire les pressions sur les espèces et les espaces* ».

Enquête n° E 23000120/21 relative au projet de schéma de cohérence territoriale du Grand auxerrois (89) du mercredi 17 avril 2024 à 09h30 jusqu'au vendredi 31 mai 2024 à 17h00.

Commission d'enquête : Président Georges Leclercq, Membres titulaires : Daniel Collard, Annie Duroux, Jean-Luc Jeoffroy, Jacques Simonnot Membre suppléant : Alain Duroux



#### Réserve n°23 : Préservation des zones protégées

Modifier, en application des objectifs de protection des milieux naturels et des écosystèmes portés par le 3° de l'article L.141-10 du CU, la prescription du principe « *Éviter, réduire, compenser (ERC)* » au profit d'un principe d'évitement strict dans les zones protégées.

#### Réserve n°24 : Protection des zones humides

Préciser, en application des objectifs de protection des milieux naturels et des écosystèmes portés par le 6° de l'article L.101-2 et du 3° de l'article L.141-10 du CU, le parti d'aménagement. protéger strictement toutes les zones humides ou les hiérarchiser en établissant des niveaux de protection à géométrie variable.

#### Réserve n°25 : Espaces boisés classés (EBC)

Supprimer, en application de l'article L. 113-1 du CU, La recommandation « *Réinterroger le classement en Espaces Boisés Classés (EBC) lorsqu'il existe des ouvrages d'intérêt général et de service public et que la gestion ou l'évolution de ces ouvrages entre en conflit avec ces EBC* ».

#### Réserve n°26 : Haies

Modifier, conformément aux dispositions de l'article L 123-1-5 du Code de l'urbanisme, page 51 du DOO la prescription « *Identifier et préserver le maillage existant de haies pour sa capacité à créer des espaces de perméabilité environnementale et des liens fonctionnels entre la trame verte et bleue. L'objectif est bien de préserver le maillage de haies existantes au regard de sa fonctionnalité avérée sans pour autant le figer dans le temps* » comme suit : « *Identifier et préserver le maillage existant de haies pour sa capacité à créer des espaces de perméabilité environnementale et des liens fonctionnels entre la trame verte et bleue. L'objectif est de préserver le maillage de haies existantes et de le renforcer* ».

Modifier aussi la prescription « *Déterminer des mesures de reconfiguration à mettre en œuvre en cas d'élimination de haies pour compenser les effets induits en termes de ruissellements, de continuités écologiques, de maintien, lorsque cela est le cas, de l'agriculture. L'objectif visé s'intéresse aux groupes de haies formant un réseau (une maille) et non à quelques sujets éparpillés ou isolés* » doit comme suit : « *Déterminer des mesures de reconfiguration à mettre en œuvre en cas d'élimination de haies pour compenser les effets induits en termes de ruissellements, de continuités écologiques, de maintien, lorsque cela est le cas, de l'agriculture* ».

#### Réserve n°27 : Programme d'actions en faveur de l'amélioration de l'habitat

Compléter, en application des objectifs de « *renouvellement urbain* » et de « *lutte contre l'étalement urbain* » portés par l'article L.101-2 du CU, le Programme d'action (annexe 6) de manière à identifier des moyens spécifiques adaptés à chaque territoire.

Mettre en place des dispositifs incitatifs, en complément des programmes nationaux, voire coercitifs pour lutter contre l'habitat indigne ou la rétention afin de remettre sur le marché des bien attractifs et décents.

#### Réserve n°28 : Mobilités induites par la localisation des nouveaux logements sociaux (voir réserve n°1)

Prioriser, en application des objectifs de « *répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services* » et de « *diminution des obligations de déplacement* » portés par l'article L.101-2 du CU, l'implantation de logements sociaux, en proximité immédiate des services, de l'emploi et des équipements, dont le réseau dense de transports.

#### Réserve n°29 : Rénovation urbaine des quartiers prioritaires pour la Politique de la ville

Intégrer dans le SCoT, en application du principe de mixité sociale dans l'habitat, la problématique de la rénovation urbaine des quartiers d'habitat prioritaires.

Enquête n E 23000120/21 relative au projet de schéma de cohérence territoriale du Grand auxerrois (89) du mercredi 17 avril 2024 à 09h30 jusqu'au vendredi 31 mai 2024 à 17h00.

Commission d'enquête : Président Georges Leclercq, Membres titulaires : Daniel Collard, Annie Duroux, Jean-Luc Jeoffroy, Jacques Simonnot Membre suppléant : Alain Duroux

25/77

### Réserve n°30 : Maîtrise des aménagements commerciaux

Opter, en application des objectifs de lutte contre la consommation d'espaces et l'artificialisation des sols portés par le 6° bis de l'article L.101-2 et par l'article L.141-3 du CU, pour une « *limitation des aménagements commerciaux au sein des emprises foncières actuelles (déjà bâties ou viabilisées)*, à l'exclusion donc de toute création ex-nihilo ou extension de zone existante » plutôt qu'une « *limitation de l'extension* ».

### Réserve n°31 : Politique publique de l'accessibilité

Intégrer dans le SCoT, en application de l'objectif de promotion du principe de conception universelle pour une société inclusive vis-à-vis des personnes en situation de handicap ou en perte d'autonomie dans les zones urbaines et rurales porté par l'article L.101-2 du CU, la politique publique de mise en accessibilité des établissements recevant du public (ERP) et de la chaîne des déplacements.

### Réserve n°32 : Identification et préservation des zones propices au maraîchage

Transformer en prescription, au regard des objectifs de préservation des espaces affectés aux activités agricoles et des objectifs de diversité des fonctions urbaines et rurales portés par l'article L.101-2 du CU, la recommandation relative aux « *zones propices au maraîchage* », portée en p.32 du DOO.

### Rappel des principales recommandations

La commission d'enquête a écarté les recommandations dont l'application ne relève pas d'un SCoT mais d'un document d'urbanisme de portée inférieure (PLUi, PLU, Carte communale)

### Recommandation n°3 : Reprise des logements vacants

Préciser les différentes raisons conduisant à fixer l'ambition, *relativement modeste*, de reprise de logements. Identifier plus clairement, pour l'atteinte de cet objectif, des moyens spécifiques à chaque territoire.

### Recommandation n°5 : Présentation des consommations projetées

Harmoniser les consommations globales projetées ou, expliciter, si elles reposent sur des pas de temps différents, les différences observées entre les tableaux « *Besoins fonciers induits par la stratégie du SCoT à horizon 20 ans (2023-2042 inclus)* » et « *Bilan de la consommation vis-à-vis de la Loi Climat* » présentés page 10 de l'annexe 5 (Analyse et Justification de la Consommation d'Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers).

### Recommandation n°7 : Correction des valeurs présentant les consommations foncières

Rectifier les valeurs relatives à la modération du rythme de la consommation des espaces pour le foncier à vocation résidentielle et pour le foncier à vocation économique, une fois revus et corrigés les objectifs globaux de modération du rythme de la consommation des ENAF.

### Recommandation n°8 : Précision du parti pris d'aménagement des ZAE existantes

Préciser le parti d'aménagement d'intégration d'habitat permanent dans les ZAE.

### Recommandation n°10 : Reformulation d'une prescription en faveur d'éléments paysagers utiles à l'eau

Inviter explicitement les maîtres d'ouvrage à « *Préserver les éléments paysagers contribuant à diminuer le ruissellement et lutter contre l'érosion* ».

Prévoir que :

- les DU mettent en place des prescriptions particulières pour la protection de toutes les haies, tous les bosquets et toutes les bandes enherbées, présents sur les axes de ruissellements ;
- les maîtres d'ouvrage intègrent les données disponibles sur les axes de ruissellement dans les documents d'urbanisme

Enquête n° E 23000120/21 relative au projet de schéma de cohérence territoriale du Grand auxerrois (89) du mercredi 17 avril 2024 à 09h30 jusqu'au vendredi 31 mai 2024 à 17h00.

Commission d'enquête : Président Georges Leclercq, Membres titulaires : Daniel Collard, Annie Duroux, Jean-Luc Jeoffroy, Jacques Simonnot Membre suppléant : Alain Duroux

Recommandation n°11 : Complément de prescription pour les projets d'ouvrages de protection de crues

Compléter la prescription p 64 du DOO) « Faciliter la mise en œuvre des ouvrages de protection aux secteurs à risque fort et présentant des enjeux importants. » par la prescription, selon la disposition 2.A.2 du PGRI Seine-Normandie 2022-2027 « Ceci devra être réservé à des lieux déjà urbanisés et fortement exposés aux inondations, sans aggraver le risque inondation (débordement ou ruissellement) ou érosion aussi bien en amont qu'en aval. »

Recommandation n°12 : Gestion des sur-aléas liés au changement climatique

Compléter le DOO en invitant les collectivités à se préparer à gérer des risques de sur-aléas, liés au changement climatique, notamment vis-à-vis des phénomènes de ruissellement, remontée de nappes ou retrait-gonflement des sols argileux.

Recommandation n°13 : Traitement des nuisances dues au bruit

Compléter la section du PAS consacrée à la limitation du bruit en invitant les collectivités à tenir compte des nuisances dues au trafic pour l'urbanisation future.

Recommandation n°14 : Rôle de la nature en faveur de la qualité de l'air

Compléter la section du DOO consacrée à la bonne qualité de l'air p.19 en soulignant le rôle de la nature en ville dans la filtration de polluants et la captation des particules fines.

Recommandation n°15 : Gestion des risques technologiques

Relever, en matière d'urbanisme, le niveau de priorité relatif à la prise en compte des risques technologiques.

Recommandation n°16 : Installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)

Compléter, afin d'éviter toute nuisance attachée à une ICPE, les préconisations portées par le DOO de manière à engager des moyens en rapport avec l'orientation du PAS p. 19.

Recommandation n°17 : Protection des captages

Envisager une révision des périmètres de DUP et, pour les autres captages, réfléchir à des bonnes pratiques agricoles favorisant la protection de la ressource en eau, notamment à l'aide de paiement pour services environnementaux.

Recommandation n°19 : Gains de sobriété dans les usages de l'eau

Formuler, afin de sécuriser la ressource et d'encourager la sobriété en eau, des préconisations relatives à la diminution des prélèvements sur l'ensemble des usages.

Recommandation n°20 : Référence au petit cycle de l'eau

Reformuler les éléments présentés en page 24 du PAS, afin de spécifier clairement que le petit cycle de l'eau est l'échelon prioritaire d'intervention, que la recherche de la sobriété compte parmi les enjeux majeurs et que l'accompagnement des changements de pratiques agricoles permet à la fois de protéger la ressource et développer une alimentation durable.

Recommandation n°21 : OAP trames verte et bleue

Prescrire, compte tenu de la dégradation générale de l'état écologique des masses d'eau superficielles, éventuellement au moyen de SUP, la préservation de l'espace de mobilité des rivières et la végétalisation des berges sous forme de ripisylve, notamment dans les secteurs de la vallée du Serein et de la pointe nord de la vallée de l'Yonne entre Migennes et Auxerre.

Enquête n E 23000120/21 relative au projet de schéma de cohérence territoriale du Grand auxerrois (89) du mercredi 17 avril 2024 à 09h30 jusqu'au vendredi 31 mai 2024 à 17h00.

Commission d'enquête : Président Georges Leclercq, Membres titulaires : Daniel Collard, Annie Duroux, Jean-Luc Jeoffroy, Jacques Simonnot Membre suppléant : Alain Duroux

27/77

#### Recommandation n°22 : Lisières

Prescrire et non recommander que « En cas de nouvelles zones ouvertes à l'urbanisation sur des corridors écologiques, les OAP devront démontrer le maintien du caractère fonctionnel de la continuité (cf P 48 du DOO) ».

#### Recommandation n°25 : Préserver les grandes unités paysagères

Intégrer la préservation d'autres milieux naturels (prairies, forêts, bocages) au sein de l'objectif «Préserver les grandes unités paysagères (viticultures, cerisiers, etc.) » de l'axe « Investir dans le patrimoine pour rendre le territoire plus attractif » p.17 du PAS.

Ajouter, conformément à la Loi européenne sur la restauration de la nature, l'objectif « restaurer des milieux naturels »

#### Recommandation n°27 : Gestion durable des forêts

Ajouter page 52 du DOO une recommandation pour « *Promouvoir la gestion durable des forêts en rappelant l'existence du Schéma Régional de Gestion Sylvicole, qui est une déclinaison de la politique forestière nationale, adaptée aux spécificités des forêts privées régionales* » ainsi qu'une autre pour « *Inciter à la certification forestière* ».

Inclure dans les enjeux liés aux milieux boisés, p.133 du diagnostic territorial, la lutte contre les feux de forêts, l'amélioration de la desserte forestière et l'adaptation des boisements aux changements climatiques.

#### Recommandation n°28 : Outils de protection des haies

Ajouter, en tant que partenaires, à la recommandation qui « *encourage les collectivités à travailler en étroite collaboration avec la Chambre d'Agriculture dans le cadre de l'élaboration ou la révision de leur document d'urbanisme pour le classement des haies, les études d'inventaires* » le CRPF, les syndicats GEMAPI et les associations naturalistes.

#### Recommandation n°29 : Création ou extension de carrières

Justifier (retombées économiques, externalités environnementales) la prescription visant à « *permettre l'extension des carrières existantes et la création de nouvelles installations sur les gisements favorables* », en l'assortissant de conditions de mise en œuvre, avec une attention particulière aux carrières alluviales et à leur impact écologique

#### Recommandation n°30 : Aéroport d'Auxerre-Branches

Produire des éléments objectifs présentant « *l'aéroport d'Auxerre-Branches comme un équipement structurant du SCoT, facteur d'attractivité, contribuant aux rayonnements nationaux et internationaux du territoire* ».

Veiller aux enjeux écologiques relatifs à la proximité de la piste avec le site Natura 2000 « *Landes et tourbière du bois de la Biche* ».

#### Recommandation n°32 : Sécurisation et valorisation des traversées de bourgs

Promouvoir un parti d'aménagement concevant la traversée de bourg non en simple corridor routier mais en espace partagé (piétons, cyclistes, transports en commun), en espace habité (limitation des nuisances occasionnées aux riverains) et en espace d'intérêt (patrimoine et commerces).

Enquête n E 23000120/21 relative au projet de schéma de cohérence territoriale du Grand auxerrois (89) du mercredi 17 avril 2024 à 09h30 jusqu'au vendredi 31 mai 2024 à 17h00.

Commission d'enquête : Président Georges Leclercq, Membres titulaires : Daniel Collard, Annie Duroux, Jean-Luc Jeoffroy, Jacques Simonnot Membre suppléant : Alain Duroux

#### Recommandation n°37 : Enjeux d'accompagnement de la filière logistique

Compléter les développements consacrés à la filière logistique page 17 du DOO (point 1.2.4) en :

- mentionnant les enjeux liés à la logistique du dernier kilomètre, qui devra privilégier les modes décarbonés légers (type vélo cargo ou petit utilitaire électrique) ;
- invitant les collectivités à privilégier, autant que possible, les sites d'e-commerce qui livrent sur des points fixes et non en porte-à-porte. De plus, ces points fixes et plateformes logistiques doivent être multi-opérateurs pour limiter le nombre de véhicules et les kilomètres parcourus pour la distribution.

#### Recommandation n°38 : Transports collectifs reliant l'aéroport d'Auxerre-Branches

Préciser le type et la fréquence de la desserte envisagée entre Auxerre et l'aéroport.

Fournir les éléments, dont le rapport coûts/bénéfices, justifiant d'en faire une priorité actuelle et future.

#### Recommandation n°39 : Ouverture à d'autres usagers des lignes de transports scolaires

Préciser, en mentionnant l'article L.3111-7 du Code des transports, le cadre normatif applicable à la prescription relative à « *la possibilité d'ouvrir les lignes de transports scolaires à d'autres publics en fonction des trajets effectués et des potentiels besoins* ».

#### Recommandation n°40 : Lien entre desserte par transports en commun et opérations d'aménagement

Clarifier, en conférant le statut de prescription, les conditions de desserte par les transports en commun.

*Nouvelles opérations d'aménagement, en zone dense, favorisées par une desserte en transports en commun ou modulation des droits à construire selon le niveau de desserte.*

#### Recommandation n°41 : Coordination entre autorités locales pour l'espace public et la voirie

Prévoir dans le SCoT, document intégrateur, la coordination entre les différentes autorités locales en matière de décision et de gestion de l'espace public et de la voirie, avec l'élaboration de PAVE intercommunaux (plan d'accessibilité de la voirie et des espaces publics).

#### Recommandation n°43 : Prise en compte des effets liés au changement climatique

Faire de la réduction et de l'anticipation des effets liés au changement climatique une donnée cardinale de la planification territoriale et des opérations d'aménagement de toute nature conduites dans le Grand Auxerrois.

#### Recommandation n°44 : Installation de panneaux solaires photovoltaïques et/ou thermiques

Mentionner, en complément de la prescription inscrite en p. 80 du DOO, explicitement les ombrières de parkings.

#### Recommandation n°45 : Rénovation énergétique des bâtiments tertiaires

Compléter la section « *Adapter les logements au changement climatique* » du PAS (p.15) et la section 2.1.2 du DOO « *Adapter les logements à la transition écologique et énergétique* » en évoquant spécifiquement la rénovation énergétique des bâtiments tertiaires, assujettis ou non aux exigences du décret tertiaire.

#### Recommandation n°46 : Incitation à l'écoconstruction, ainsi qu'à la sobriété énergétique

Conférer le statut de prescriptions aux recommandations relatives à la mise en œuvre de solutions innovantes en matière d'écoconstruction.

Mettre plus explicitement l'accent sur la sobriété énergétique, le recours aux énergies renouvelables ne devant pas se traduire par une augmentation de la consommation énergétique.

Enquête n° E 23000120/21 relative au projet de schéma de cohérence territoriale du Grand auxerrois (89) du mercredi 17 avril 2024 à 09h30 jusqu'au vendredi 31 mai 2024 à 17h00.

Commission d'enquête : Président Georges Leclercq, Membres titulaires : Daniel Collard, Annie Duroux, Jean-Luc Jeoffroy, Jacques Simonnot Membre suppléant : Alain Duroux

#### Recommandation n°47 : Travaux « embarqués »

Ajouter les obligations relatives aux travaux embarqués, conformément au décret n°2016-711 du 30 mai 2016.

Appliquer avec discernement les dispositions relatives aux travaux embarqués et au bonus de constructibilité, notamment dans les secteurs à fort enjeu patrimonial (de manière à ne pas compromettre l'intégration au bâti existant et/ou la préservation des cônes de vue).

#### Recommandation n°48 : Méthanisation

Privilégier, dans la prescription relative à la méthanisation (p.81 du DOO), l'implantation des sites le long des réseaux de gaz.

#### Recommandation n°49 : Soutien et développement d'une agriculture de proximité

Préciser les actions à mettre en place pour favoriser le développement d'une agriculture de proximité

#### Recommandation n°50 : Accompagnement des filières agricoles

Rédiger la 1<sup>ère</sup> recommandation de l'objectif 1.5.1 du DOO (en p.32), sous la forme « *Faciliter les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs ou nécessaires à la transformation, au conditionnement et à la commercialisation de produits agricoles* ».

#### Recommandation n°51 : Projet alimentaire territorial (PAT)

Etudier la mise en place d'un projet alimentaire territorial (PAT) à l'échelle du PETR.

#### Recommandation n°52 : Modalités de gouvernance

Préciser les modalités de gouvernance garantissant :

- la mise en œuvre des objectifs du SCoT ;
- leur cohérence d'ensemble sur la durée ;

Présenter clairement les outils mobilisables, réglementaires ou *ad hoc*.

##### 11.1.3.2 Agence Régionale de Santé

S'assurer de la protection des captages d'eau potable et création d'un Contrat Local de Santé étendu à l'échelle du PETR.

##### 11.1.3.3 Conseil départemental de l'Yonne

L'hypothèse de croissance démographique de + 0,06 % est optimiste car l'INSEE prévoit une diminution de l'ordre de 7 % de la population de l'Yonne à l'horizon 2040 (poursuite de la tendance actuelle) ou a minima de 2 % dans un scénario plus optimiste.

Le SCoT doit intégrer la création de projet de Liaison Sud d'Auxerre (LiSA) créant une liaison de près de 10 km entre la RN6 et la RD965 et qui offrira des opportunités d'urbanisation dans Auxerre.

Enquête n° E 23000120/21 relative au projet de schéma de cohérence territoriale du Grand auxerrois (89) du mercredi 17 avril 2024 à 09h30 jusqu'au vendredi 31 mai 2024 à 17h00.

Commission d'enquête : Président Georges Leclercq, Membres titulaires : Daniel Collard, Annie Duroux, Jean-Luc Jeoffroy, Jacques Simonnot Membre suppléant : Alain Duroux

#### 11.1.3.4 Syndicat Mixte du Bassin du Serein

##### DOO

Ajouter « associer les structures géomorphologiques » au paragraphe « *Mettre en valeur les milieux aquatiques, les protéger, restaurer et valoriser* /Recommandation ».

Ajouter « En cas de drainage agricole, imposer la réalisation d'un bassin tampon de type Zone Tampon » et « Pour les zones urbaines se référer au Mémento Technique de l'Astée de 2017 et définir un niveau de service » au paragraphe « *Préserver le cycle de l'eau / Prescriptions* ».

Ajouter « Prendre en compte les orientations du PTGE Serein Armançon » au paragraphe « *Préserver la ressource en eau, adapter son utilisation, et la gérer durablement, afin de faire face aux aléas climatiques existants et à venir* ».

Ajouter au paragraphe « *L'éolien / Prescriptions* » En zone karstique, interdire l'implantation sur pieux, imposer une étude géotechnique sur les enjeux du sol et étudier l'intérêt de leur implantation en fonction, des enjeux écologiques, paysagers, de la protection de la ressource en eau et patrimoniaux.

##### Résumé non technique

Ajouter, la disponibilité de la ressource en eau doit prendre en compte les besoins des milieux naturels au regard du changement climatique, des cartes sur ces enjeux ont été produites dans le cadre du PTGE Serein-Armançon Au paragraphe « *La ressource en eau/ Priorités principales 1 : .... Concilier besoin en eau potable ainsi que pour les usages agricoles et industriels et disponibilité de la ressource en eau au regard du changement climatique* ».

Il manque le PPR Ruissellement et de coulées de boues sur le secteur viticole du chablisien à la rubrique Risques naturels et technologiques.

Il est nécessaire de distinguer la désimperméabilisation des espaces aménagés et ou urbain, la gestion des eaux pluviales et le ruissellement en milieu rural pour réduire le risque inondation et favoriser l'infiltration de l'eau dans les sols quand c'est possible.

##### Diagnostic territorial

La disponibilité de la ressource en eau doit prendre en compte les besoins des milieux naturels au regard du changement climatique. Des cartes sur ces enjeux ont été produites dans le cadre du PTGE Serein-Armançon

Les impacts des risques liés au changement climatique étant très transversaux, il n'est pas suffisant de se limiter à la température sans intégrer les manques ou les excès d'eau, les arrêts sécheresses et autres aléas.

##### Annexe 8 Milieux humides

Il manque les données produites par le Conservatoire d'espaces naturels de Bourgogne, 2020. « *Inventaire non exhaustif des milieux humides du bassin-versant du Serein : bilan de 4 années d'inventaire 2017-2020.* Conservatoire d'espaces naturels de Bourgogne. 82 p + annexes »

Enquête n° E 23000120/21 relative au projet de schéma de cohérence territoriale du Grand auxerrois (89) du mercredi 17 avril 2024 à 09h30 jusqu'au vendredi 31 mai 2024 à 17h00.

Commission d'enquête : Président Georges Leclercq, Membres titulaires : Daniel Collard, Annie Duroux, Jean-Luc Jeoffroy, Jacques Simonnot Membre suppléant : Alain Duroux

#### 11.1.3.5 Syndicat départemental d'énergie de l'Yonne (SDEY)

Faire ressortir les objectifs de sobriété et d'efficacité énergétique globale.

Favoriser les opérations de rénovation énergétique.

Renforcer le mix énergétique par le développement de la biomasse et des réseaux de chaleur.

#### 11.1.3.6 PETR du Pays Avallonnais

La consommation d'espaces maximale en extension pour le logement, évoquée dans le DOO, (données présentées dans les tableaux cf. p.37) ne semblent pas corroborer les objectifs de remobilisation de la vacance et de lutte contre la consommation d'espaces fixés dans le PAS. Le tableau indique que la totalité sera construite dans l'enveloppe et aucun logement vacant ne sera remobilisé.

Il est difficile de saisir l'intérêt et les conséquences sur le calcul de la consommation foncière des espaces qualifiés d'« intermédiaire » par rapport à ceux qualifiés « en extension » ; la méthodologie gagnerait à être revue, précisée et illustrée pour la bonne compréhension du lecteur.

Si les différentes analyses de la consommation d'espaces ont été établies selon des périodes de référence différentes (2010-2020 pour l'ortho-photoplan et 2011-2021 selon la base des fichiers fonciers du CEREMA), ce qui justifie un écart significatif dans le bilan, il serait nécessaire que ce travail soit affiné, notamment au regard de l'importance de ce sujet à l'ère du « Zéro Artificialisation Nette ». À ce titre, on s'interroge sur l'articulation entre ces deux données et la manière dont elles ont été utilisées et combinées.

Compte tenu de la présence de sites à chiroptères au sud du territoire et au sein du site Natura 2000 n° FR2600974, il serait intéressant d'intégrer, une prescription de protection prenant en compte les enjeux liés à ces espèces, notamment dans votre prescription : « Gérer les abords et réservoirs de biodiversité » par exemple.

#### 11.1.3.7 Yonne Nature Environnement

Le grand public n'a pas été convié à participer aux 5 réunions publiques qui se sont déroulées du 6 au 30 septembre 2023 dans les 5 EPCI.

Bon nombre d'élus (élues) de petites communes rurales n'ont pas non plus été associés à ces choix stratégiques qui vont orienter les politiques publiques d'aménagement du territoire du Grand Auxerrois.

Seuls, les élu (e) s communautaires en charge de l'urbanisme y auraient participé avec l'aide les services spécialisés des EPCI et de l'agglomération.

Le SCoT du Grand Auxerrois, anticipe le schéma régional des carrières BFC en annonçant un principe de base : « développer l'extension des carrières et la création de nouvelles carrières », (priorité 2 page 15 synthèse) il devra aussi de ce fait anticiper les objectifs du SRADDET modifié (en cours) où son taux d'effort est relativement élevé et au-dessus de la moyenne : 51,9 %.

Enquête n° E 23000120/21 relative au projet de schéma de cohérence territoriale du Grand auxerrois (89) du mercredi 17 avril 2024 à 09h30 jusqu'au vendredi 31 mai 2024 à 17h00.

Commission d'enquête : Président Georges Leclercq, Membres titulaires : Daniel Collard, Annie Duroux, Jean-Luc Jeoffroy, Jacques Simonnot Membre suppléant : Alain Duroux



Le calcul de potentialités d'artificialisation est à faire à différents niveaux : sur l'ensemble des 115 communes mais aussi pour chacune des 5 intercommunalités la constituant et aussi au niveau de chacune des communes la composant : calculer sa consommation d'espaces depuis les 10 dernières années et la diviser par 2 pour connaître les limites autorisées de l'artificialisation des sols à l'horizon 2030. Le but est d'offrir un développement équitable et cohérent.

Les projets de zones d'activités devraient être multimodaux et réparties sur l'ensemble des pôles économiques actuels. Venoy ne pourra pas consommer à elle seule un tiers des 190 hectares prévus au SRADDET.

## 11.2 Avis de la MRAe

Articles L. 104-1 et suivants et R. 104-1 et suivants du code de l'urbanisme

Le SCoT du PETR du Grand Auxerrois a fait l'objet d'une évaluation environnementale qui fait partie des annexes du dossier. Elle a fait l'objet d'un avis (analyse) de l'autorité environnementale qui porte sur le caractère complet et la qualité de la restitution de l'évaluation environnementale ainsi que sur la manière dont l'environnement est pris en compte dans le document.

Suite à la réception de cet avis en date du 8 février 2024, le PETR, maître d'ouvrage du projet de SCoT, a présenté un mémoire en réponse qui a été annexé au dossier d'enquête.

Les différents thèmes qui ont fait l'objet de recommandations de la part de la MRAe sont complétés (en italique) par la réponse du PETR, extraite du mémoire en réponse.

## 11.3 Le projet de SCoT

La MRAe rappelle les 3 axes stratégiques du PAS, repris dans le DOO.

En matière de démographie, la MRAe recommande de justifier, voire reconsidérer, le scénario démographique en cohérence avec les évolutions récentes observées par l'INSEE.

*Réponse du PETR : Les détails de calcul seront précisés dans la pièce relative à la justification des choix. L'objectif démographique 2043 d'une augmentation de population de 0,06% est un projet modéré (également porté par le PLH d'Auxerre) qui correspond à un scénario de l'INSEE. Il ne sera pas revu à la baisse.*

11.4 Les principaux enjeux environnementaux relevés par la MRAe sont :

- la limitation de la consommation d'espace et de l'étalement urbain ;
- la préservation des milieux naturels et des continuités écologiques ;
- l'adéquation du projet de développement avec la préservation de la ressource en eau ;
- la prise en compte des risques naturels et technologiques, des nuisances et des pollutions ;
- la prise en compte de la problématique relative au changement climatique et à la transition énergétique.

Enquête n° E 23000120/21 relative au projet de schéma de cohérence territoriale du Grand auxerrois (89) du mercredi 17 avril 2024 à 09h30 jusqu'au vendredi 31 mai 2024 à 17h00.

Commission d'enquête : Président Georges Leclercq, Membres titulaires : Daniel Collard, Annie Duroux, Jean-Luc Jeoffroy, Jacques Simonnot Membre suppléant : Alain Duroux

## 11.5 Sur le caractère complet et la qualité des informations du dossier

Concernant le projet d'aménagement stratégique (PAS) : l'objectif 5 « une agriculture dynamique » de l'axe stratégique 1 n'apparaît ni dans le sommaire, ni dans la présentation du 1<sup>er</sup> axe : à corriger.

Concernant les prescriptions du document d'orientations et d'objectifs (DOO), la MRAe recommande :

- de revoir de manière détaillée l'impact opérationnel des prescriptions et des recommandations du DOO, par thématique environnementale, afin d'évaluer de manière correcte les incidences du SCoT sur l'environnement ;
- d'améliorer la lisibilité des prescriptions et recommandations du DOO et de renforcer leur portée pour une meilleure prise en compte de l'environnement.

*Réponse du PETR :*

- certaines prescriptions seront renforcées pour une amélioration de la prise en compte de l'environnement ;
- les trois grandes parties du DOO reprennent les trois axes stratégiques du PAS afin de répondre parfaitement à l'application concrète des axes stratégiques ;
- « l'éparpillement et la redondance » évoqués par la MRAe traduisent l'aspect transversal des thématiques porté par les élus, afin de déssectoriser les thématiques. La philosophie de cette transversalité dans les prescriptions sera conservée.

Recommandations de compléter les documents annexes :

- Annexe 1 : résumé non technique à étoffer ;
- *Réponse du PETR : il sera complété.*

- Annexe 2 diagnostic territorial : prévoir un sommaire général et actualiser les données.

*Réponse du PETR : un sommaire sera rajouté. Les données ne seront pas mises à jour car elles le sont déjà.*

- Annexe 3 Evaluation environnementale : La MRAe recommande d'analyser les effets des prescriptions et recommandations du DOO par thématique environnementale, de présenter pour les 61 indicateurs de suivi, les valeurs cibles ou tendances à atteindre.
- *Réponse PETR : les valeurs cibles pourront être ajoutées (habitat, population, consommation d'espace).*
- Annexe 4 Justification des choix, articulation du SCoT avec les plans et programmes : La MRAe recommande vivement de présenter une étude approfondie de l'articulation du SCoT avec les plans et programmes avec lesquels il doit être compatible ou qu'il doit prendre en compte, sur la base d'une analyse détaillée et argumentée.
- *Réponse du PETR : cette demande sera prise en compte.*

Enquête n° E 23000120/21 relative au projet de schéma de cohérence territoriale du Grand auxerrois (89) du mercredi 17 avril 2024 à 09h30 jusqu'au vendredi 31 mai 2024 à 17h00.

Commission d'enquête : Président Georges Leclercq, Membres titulaires : Daniel Collard, Annie Duroux, Jean-Luc Jeoffroy, Jacques Simonnot Membre suppléant : Alain Duroux

## 11.6 Analyse de la prise en compte de l'environnement et de la santé. Recommandations de la MRAe

### 11.6.1 Consommation d'espace et limitation de l'étalement urbain :

#### – Pour l'habitat :

- expliciter les modes de calcul ayant défini le besoin en logements à mobiliser ou à construire à l'échéance 2043 ;
- émettre des prescriptions claires dans le DOO pour imposer une urbanisation prioritaire dans les enveloppes urbaines.

– *Réponse PETR : les détails de calcul seront précisés dans la pièce relative à la justification des choix. Les prescriptions seront améliorées pour une bonne traduction dans les documents d'urbanisme locaux.*

#### – Pour les espaces économiques et commerciaux :

- revoir la consommation d'espace en intégrant les possibilités d'extension hors ZAE ;
- présenter le détail du calcul des surfaces équipées disponibles ;
- justifier les besoins d'ouverture de nouvelles zones ;
- prescriptions par le DOO de l'optimisation de l'existant en ZAE :

– *Réponse du PETR : des précisions (à valider avec les élus) seront apportées.*

- *Le projet de SCoT prévoit l'optimisation de l'existant en agissant sur la densification de ces espaces. Des réflexions doivent être systématiquement engagées dans ce sens, dans le cadre de requalifications, extensions et créations de parcs d'activités,*
- *D'une manière générale, pour l'habitat et le secteur économique, le projet de SCoT promeut l'optimisation de l'existant en agissant notamment sur la densification de ces espaces.*

### 11.6.2 Biodiversité, continuités écologiques et paysages

Milieux naturels et continuités écologiques : présenter une cartographie plus précise (pour servir de référentiel pour les PLU).

*Réponse du PETR : l'échelle du SCoT doit rester à l'échelle des 5 EPCI. La trame verte et bleue (TVB) du SCoT est très détaillée. Toutefois pour une meilleure lisibilité, un atlas de la TVB en 4 parties sera joint à l'étude d'impact.*

Le DOO doit permettre de limiter la construction dans les espaces à forte perméabilité écologique, (projets économiques et les extensions urbaines) : dominante agricole et naturelle dans les classements des DU.

*Réponse du PETR : il propose de renvoyer ces éléments au PLU(i) et de le préciser dans le DOO.*

Consolider la préservation des continuités écologiques :

*Réponse du PETR : l'évaluation environnementale sera améliorée et des prescriptions seront ajoutées pour l'orientation d'aménagement et de programmation (OAP) trame verte et bleue.*

Élargir les prescriptions du DOO à l'identification des zones humides dans le cadre de l'élaboration des documents d'urbanisme,

*Réponse du PETR : L'inventaire des zones humides a été réalisé à l'échelle du périmètre du SCoT ; des prescriptions spécifiques seront rajoutées et l'inventaire ajouté en annexe.*

Enquête n° E 23000120/21 relative au projet de schéma de cohérence territoriale du Grand auxerrois (89) du mercredi 17 avril 2024 à 09h30 jusqu'au vendredi 31 mai 2024 à 17h00.

Commission d'enquête : Président Georges Leclercq, Membres titulaires : Daniel Collard, Annie Duroux, Jean-Luc Jeoffroy, Jacques Simonnot Membre suppléant : Alain Duroux

Revoir le SCoT dans une configuration plus prescriptive et plus préservatrice des milieux naturels.

*Réponse PETR : Les prescriptions seront améliorées en faveur de la préservation des milieux naturels et plus particulièrement les plus fragiles. La protection des zones protégées sera renforcée. L'ensemble des pièces annexe sera corrigée en conséquence de ces modifications.*

Cadrer de manière plus précise l'extension urbaine touchant les paysages remarquables pour permettre leur préservation.

*Réponse du PETR : Des éléments de prescription seront ajoutés pour garantir la préservation des paysages remarquables.*

### 11.6.3 Eau potable-assainissement

Pour l'eau potable :

- compléter le dossier avec les informations et une carte sur les captages en eau potable, ajouter une prescription visant à améliorer le rendement des eaux potables ;
- compléter le diagnostic territorial sur le devenir des captages fermés, sur les captages stratégiques et d'identifier les secteurs en tension ;
- démontrer l'adéquation du projet de développement du SCoT avec la ressource en eau potable et la capacité de traitement des eaux usées du territoire, en intégrant les effets prévisibles du changement climatique.

*Réponse du PETR :*

- les données seront ajoutées si elles sont disponibles ; une prescription relative à l'amélioration du rendement des réseaux sera ajoutée :
  - si des données sur les captages fermés peuvent être trouvées, elles seront ajoutées dans le diagnostic ;
  - les SAGE et SDAGE ne disposent que très peu d'informations et d'études au niveau local sur les capacités projetées réelles au regard du changement climatique. Ce point sera pris en compte si des données existent à l'échelle du SCoT.

Pour l'assainissement, eaux usées :

- faire faire un état des lieux en termes d'assainissement non collectif et donner prescriptions de contrôles ;
- démontrer l'adéquation du développement avec les stations d'épuration.

*Réponse du PETR : les diagnostics relatifs à l'assainissement non collectif élaboré par le SPANC ne sont pas complets ; les prescriptions préconisées par la MRAe relèveront dans le SCoT de recommandations.*

*L'étude de l'adéquation du projet avec les capacités des stations d'épuration sera ajoutée dans l'évaluation environnementale.*

Pour les eaux pluviales : viser dans le DOO des objectifs plus ambitieux, réétudier la compatibilité du SCoT avec le SDAGE Seine-Normandie.

*Réponse du PETR : Les objectifs pourront être revus et retranscrits en prescriptions.*

Enquête n° E 23000120/21 relative au projet de schéma de cohérence territoriale du Grand auxerrois (89) du mercredi 17 avril 2024 à 09h30 jusqu'au vendredi 31 mai 2024 à 17h00.

Commission d'enquête : Président Georges Leclercq, Membres titulaires : Daniel Collard, Annie Duroux, Jean-Luc Jeoffroy, Jacques Simonnot Membre suppléant : Alain Duroux

#### 11.6.4 Risques naturels, technologiques, nuisances sonores, pollution des sols : Les recommandations de la MRAe :

Risques d'inondation :

- préciser si un diagnostic de vulnérabilité aux inondations a été mené conformément au plan de gestion des risques d'inondation (PRGI) du bassin Seine-Normandie, en présenter les conclusions ;
- modifier les prescriptions du DOO qui permettent l'implantation de nouvelles constructions, d'équipements et d'établissements sensibles en zone inondable.

*Réponse du PETR : les prescriptions seront ré-évaluées et adaptées le cas échéant.*

- risques technologiques : préciser les contraintes liées aux risques technologiques ;
- nuisances sonores : intégrer des mesures opérationnelles dans les DU pour réduire l'exposition au bruit des futurs habitats ;
- pollution des sols : prévoir des prescriptions pour éviter d'exposer de nouveaux usagers aux risques sanitaires liés aux pollutions des sols.

*Réponse du PETR : pour ces 3 sujets, les prescriptions seront ré-évaluées et adaptées le cas échéant.*

#### 11.6.5 Énergies renouvelables et amélioration des performances énergétiques

- définir dans le DOO des objectifs chiffrés des EnR pour chaque EPCI, imposer les zones préférentielles d'implantation des EnR dans les DU, proposer une stratégie de développement des énergies renouvelables en quantifiant et localisant les secteurs de moindre impact environnemental, prévoir des obligations d'installation de panneaux photovoltaïques sur les bâtiments industriels et commerciaux ;
- compléter l'état des lieux des EnR par des cartes localisant l'existant, les projets en cours, les secteurs à fort potentiel de développement.
- *Réponse du PETR : Il appartient aux EPCI de définir leurs objectifs chiffrés de développement des EnR dans le cadre de leur PCAET. Le SCoT n'est pas un SCoT valant PCAET. Concernant les obligations d'installation de panneaux photovoltaïques sur les nouvelles constructions ou rénovations d'activité industrielle : à voir au niveau des PCAET.*
- Mettre en place de mesures prescriptives fortes en matière d'amélioration des performances énergétiques dans les opérations d'aménagement pour une bonne prise en compte dans les DU et la rédaction de recommandations proposant aux collectivités d'aller plus loin dans la démarche.

*Réponse du PETR : le DOO sera complété dans ce sens.*

#### 11.7 Avis de la commission d'enquête publique

Le MOA :

- se plie à la majorité des demandes de complément et recommandations mais manque parfois de volontarisme pour les traduire en prescriptions ;
- ne souhaite pas modifier son objectif de population ;
- a décidé de ne pas intervenir sur le champ du développement des EnR : le code de l'urbanisme, article L.141-10, ne l'impose pas.

Enquête n° E 23000120/21 relative au projet de schéma de cohérence territoriale du Grand auxerrois (89) du mercredi 17 avril 2024 à 09h30 jusqu'au vendredi 31 mai 2024 à 17h00.

Commission d'enquête : Président Georges Leclercq, Membres titulaires : Daniel Collard, Annie Duroux, Jean-Luc Jeoffroy, Jacques Simonnot Membre suppléant : Alain Duroux

## 12 RECUEIL DES OBSERVATIONS DU PUBLIC

### 12.1 Éléments généraux

Durant l'enquête,

- 7 personnes se sont présentées aux permanences ;
- 4 observations ont été portées sur les registres papier ;
- 1 document a été déposé sur les registres papiers ;
- 20 observations ont été portées sur le registre dématérialisé dont 4 transférées des registres papiers ;
- 2056 visiteurs ont visualisé le dossier électronique ;
- 944 visiteurs ont téléchargé au moins un des documents de présentation.

### 12.2 Climat de l'enquête

L'enquête publique s'est déroulée dans de bonnes conditions. Les échanges avec le public intéressé n'ont donné lieu à aucun incident.

Si la présence aux permanences a été très faible, la consultation par voie électronique a été très importante. Ce qui souligne, une fois encore, l'intérêt de ce mode de consultation.

## 13 PRÉSENTATION DES OBSERVATIONS

### 13.1 Sens général des observations

La majeure partie des observations porte sur le manque de réalisme de certaines hypothèses fondamentales ainsi que sur le manque d'ambition et de volontarisme du projet en matière de développement durable.

### 13.2 Méthode d'analyse des observations.

Pour faciliter leur exploitation, les observations ont été analysées, puis synthétisées par thème.

Seuls les éléments essentiels à la compréhension de la problématique posée sont reportés.

Les arguments identiques exprimés par plusieurs contributeurs ne sont reportés qu'une seule fois.

Pour chaque problématique soulevée, sont présentés successivement :

- la synthèse de l'observation ;
- [la réponse du MOA](#) ;
- l'analyse de la commission d'enquête publique.

Enquête n° E 23000120/21 relative au projet de schéma de cohérence territoriale du Grand auxerrois (89) du mercredi 17 avril 2024 à 09h30 jusqu'au vendredi 31 mai 2024 à 17h00.

Commission d'enquête : Président Georges Leclercq, Membres titulaires : Daniel Collard, Annie Duroux, Jean-Luc Jeoffroy, Jacques Simonnot Membre suppléant : Alain Duroux

## 14 OBSERVATIONS DU PUBLIC

### 14.1 Consommation d'espace naturel et agricole (ENAF)

Contribution n°4 Communauté de l'auxerrois (Ville d'Auxerre) par anonyme

Quelles mesures seront prises pour lutter contre le mitage ?

Réponse :

Le mitage est limité par les prescriptions relatives à la compositions urbaine, à savoir la limitation de la consommation d'espace, la priorisation de l'enveloppe urbaine, la densification des espaces et la priorisation de l'urbanisation en extension de l'existant.

Contribution N°12 (Web) par Association ADENY ; Contribution n°15 (Web) par Association ADENY ; Contribution N°17 (Web) par SERRIOT Pascal ; Contribution N°18 (Web) par LPO BFC délégation de l'Yonne ; Contribution N°19 (Web) par Yonne Nature Environnement.

Le Grand Auxerrois possède, comme il le souligne lui-même, une forte capacité d'accueil pour les activités économiques.

Il existe 99 hectares de surface disponible déjà viabilisée sur le périmètre du Grand Auxerrois, dont 60 pour la seule agglomération auxerroise et 19 pour celle du Migennois.

Les zones de la CC Chablis Villages et terroirs sans occupation représentent une somme de 38 ha, alors que les besoins définis dans le DOO sont sur 20 ans de 22 ha.

Les surfaces des zones économiques dépassent les besoins en surfaces des habitations (125 ha pour les habitations + 175 ha pour les zones économiques = 300 ha) entre 2023 et 2043.

Nous contestons la nécessité, non justifiée, de consommer autant d'hectares, puisqu'aucun besoin spécifique n'est mis en avant, et qu'aucune demande associée à des besoins réels du territoire n'est évoquée.

Réponse :

Les besoins fonciers liés au développement économique sont issus des projets portés par chacune des inter-communalités, dans le cadre de leur compétence, projets structurants pour le développement du territoire et l'activité industrielle notamment :

CA de l'Auxerrois :

- Projets non viabilisés < 10 ans = Aéroport Auxerre Branches 11 ha + moitié du projet EcoPôle à Venoy 30 ha
- Projets non viabilisés > 10 ans = Monéteau 20 ha + moitié du projet EcoPôle à Venoy 30 ha

Enquête n E 23000120/21 relative au projet de schéma de cohérence territoriale du Grand auxerrois (89) du mercredi 17 avril 2024 à 09h30 jusqu'au vendredi 31 mai 2024 à 17h00.

Commission d'enquête : Président Georges Leclercq, Membres titulaires : Daniel Collard, Annie Duroux, Jean-Luc Jeoffroy, Jacques Simonnot Membre suppléant : Alain Duroux

#### CC de l'agglomération migennoise :

- Projets non viabilisés < 10 ans = moitié du projet des Latteux arrondi à 8 ha + le PAIC du Charneau à Charmoy 16 ha
- Projets non viabilisés > 10 ans = moitié du projet des Latteux arrondi à 9 ha

#### CC de l'Aillantais-en-Bourgogne :

- Projets non viabilisés < 10 ans = Montholon Les Hauts de Fin 2,7 ha (7,4 ha à urbaniser dont 3,22 ha en cours de viabilisation et 1,5 en friche) + Senan 4 ha (développements Est et Ouest de la zone existante) + Saint Aubin Châteauneuf Val d'Ocre 1 ha + La Ferté Loupière 0,5 ha

#### CC Chablis Villages et Terroirs :

- Projets non viabilisés < 10 ans = Chablis ZA des Violettes Nord 5 ha (projets viticoles) + Maligny extension nord ZA existante 7 ha + Ligny-le-Châtel 1 ha (partie La Coupe aux Meuniers) + Vermenton ZI Plantes Basses Ext. 0,5 ha (première partie)
- Projets non viabilisés > 10 ans = Ligny-le-Châtel Les Hates 6,4 ha + Mailly-la-Ville 1,9 ha + Ligny-le-Châtel 1,4 ha (seconde partie La Coupe aux Meuniers) + Vermenton ZI Plantes Basses Ext. 1,3 ha (seconde partie)

#### CC Serein et Armanche :

- Projets non viabilisés < 10 ans = Saint-Florentin Les Galettes 6,5 ha + Percey Le Poirier Rouge 1ha + Hery Davey Bickford Enaex 3ha (développement de l'entreprise SEVESO)
- Projets non viabilisés > 10 ans = Germiny 10 ha

Enfin, rappelons que le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) est un document de planification stratégique intercommunale, qui vise à organiser et orienter le développement et l'aménagement d'un territoire à moyen et long terme (environ 20 ans). Il joue un rôle crucial dans la programmation économique d'un territoire en raison de ses fonctions et de ses implications sur divers aspects de la vie économique et sociale.

Le laps de temps implique donc une réflexion sur les projets à court terme (ceux qui sont connus) et ce à plus long terme, à savoir une projection qui n'inclut pas forcément une liste précise de projet connu à ce jour. Le rôle du SCoT est ainsi prospectif.

Bien entendu le projet de SCoT tient compte des espaces déjà viabilisés qui ne feront que renforcer le développement et l'attractivité du territoire :

Concernant les surfaces déjà viabilisées (99 ha sur l'ensemble du PETR), dans le détail :

#### CA de l'Auxerrois :

- AuxR\_Parc à Appoigny pour 35 ha, dont 90% sont déjà commercialisés, les constructions sont annoncées prochainement.
- H2Parc (Mignottes) sur 25 ha également précommercialisé pour un projet industriel sur les ¾ de sa surface.

*(total 60 ha viabilisés, dont la plupart non disponibles car déjà commercialisés)*

Enquête n° E 23000120/21 relative au projet de schéma de cohérence territoriale du Grand auxerrois (89) du mercredi 17 avril 2024 à 09h30 jusqu'au vendredi 31 mai 2024 à 17h00.

Commission d'enquête : Président Georges Leclercq, Membres titulaires : Daniel Collard, Annie Duroux, Jean-Luc Jeoffroy, Jacques Simonnot Membre suppléant : Alain Duroux



CC de l'agglomération migennoise :

- Le Parc d'Activité du Canal de Bourgogne, viabilisé sur 63 ha et comprenant 19 ha restant disponibles.

*(total 19 ha viabilisés)*

CC de l'Aillantais-en-Bourgogne :

- Les Hauts de Fin à Montholon (Aillant-sur-Tholon) viabilisés sur 7,5 ha.

*(total 7,5 ha viabilisés)*

CC Chablis Villages et Terroirs :

- ZA à Bazarnes : 1,5 ha viabilisés disponibles.
- ZA 'Secteur viticole' à Chablis 1,2 ha viabilisés disponibles.
- ZA des Violettes à Chablis 0,6 ha viabilisés disponibles.
- ZA Bas des Bouchots à Deux-Rivières 0,5 ha viabilisés disponibles.
- ZA Le Clouseau à Ligny-le-Châtel 2,5 ha viabilisés disponibles.
- ZI Plantes Basses à Vermenton 0,5 ha viabilisés disponibles.
- ZA de Sacy à Vermenton 1 ha viabilisés disponibles.

*(total 7,8 ha viabilisés)*

CC Serein et Armançe :

- ZA Champs de la Sèche à Chemilly-sur-Yonne : 1 ha (nord et sud) viabilisés mais déjà commercialisés.
- ZAE du Butoir à Brienon-sur-Armançon comprenant 3 ha (nord et sud, propriétés publiques commune et EPCI) déjà viabilisés.

*(total 4 ha viabilisés)*

Comment est-il possible que la seule commune de Venoy envisage, avec l'accord de l'agglomération, de modifier et de réviser son PLU afin de rendre constructibles 54 ha pour la création d'une ZAE à l'Est de l'A6 ?

Réponse :

Il s'agit de l'EcoPôle, projet majeur à vocation d'accueil d'activités de l'économie circulaire (tri et valorisation des déchets) à l'échelle du territoire.

Les 99 ha disponibles pour l'installation d'activités économiques, sont pour certaines toujours cultivées, ou en jachère/friche, mais en tout cas non encore artificialisées, imperméabilisées, construites. Ils ont été comptés dans les hectares artificialisés au cours de la décennie précédente. Ce qui permet d'augmenter mécaniquement de presque 50 ha les possibilités d'ouverture à l'urbanisation pour les 10 ans qui viennent.

Comme la MRAe, nous soulignons l'incongruité de ces 99 ha disponibles, face à la prévision d'urbaniser encore 96 ha, puis 79 ha dans les deux décennies à venir.

Les hectares éventuellement disponibles au sein des enveloppes urbaines existantes (reconquête de friches industrielles par exemple, ou dents creuses...) ne sont pas comptabilisés.

Enquête n° E 23000120/21 relative au projet de schéma de cohérence territoriale du Grand auxerrois (89) du mercredi 17 avril 2024 à 09h30 jusqu'au vendredi 31 mai 2024 à 17h00.

Commission d'enquête : Président Georges Leclercq, Membres titulaires : Daniel Collard, Annie Duroux, Jean-Luc Jeoffroy, Jacques Simonnot Membre suppléant : Alain Duroux

Ils viendront s'ajouter aux  $99 + 175 = 274$  ha prévus pour l'accueil d'activités économiques.

Dans le projet de modification du SRADDET, le Grand Auxerrois se voit attribuer 173 hectares et non pas 200.

Sur ces 173 ha, 120 sont présents au titre de la garantie communale (chacune des 115 communes du Grand Auxerrois dispose de 1 ha pour son propre usage).

La répartition telle qu'elle est prévue dans le dossier du SCoT devra être revue.

Nous demandons l'application stricte de la loi Zéro Artificialisation Nette (loi ZAN de juillet 2023).

Réponse :

Le SCoT n'est pas un exercice de comptable mais un projet de territoire. La garantie communale s'applique dans le cas où il y a un réel projet. Le SCoT par conséquent n'est pas une somme d'hectare par commune mais la somme de réel projet porté par un ensemble de communes afin de donner une cohérence au territoire et d'optimiser les consommations d'espace afin d'éviter un mitage qui pourrait par ailleurs avoir lieu avec le simple 1ha par commune.

La Loi Climat compte deux périodes :

- la première jusqu'en 2030 où on parle de consommation d'Espace Naturel Agricole et Forestier (ENAF)
- la seconde après 2030 où on parle d'artificialisation.

Les deux notions sont totalement différentes. Également, les friches industrielles et les surfaces viabilisées (99 ha) ne sont pas comptées comme nouvelle artificialisation ou consommation d'espace selon la définition portée par la Loi Climat et Résilience et les textes réglementaires

Analyse de la commission d'enquête

Le mitage est l'éparpillement des constructions (zones d'habitat, zones d'activité) et dans des espaces initialement ruraux (forestiers ou agricoles), sans continuité du bâti et en l'absence d'une réglementation d'occupation du sol suffisamment cohérente et contraignante.

77 communes du territoire du SCoT sont couvertes par des documents d'urbanisme (PLU, PLUi, cartes communales). Ces documents ont été élaborés avec l'objectif prioritaire imposé par le code de l'urbanisme de proscrire le mitage. Ils devront être mis en compatibilité avec le SCoT (les autres communes, non couvertes par un document d'urbanisme local, sont soumises à la règle de constructibilité limitée qui n'autorise pas les constructions en dehors des parties urbanisées sauf quelques exceptions très limitées).

Le SCoT va encore renforcer la limitation du mitage car il se fixe pour objectif la réduction de la consommation d'espaces naturels agricoles et forestiers (ENAF) en respect de la loi climat et résilience :

- il réduit la consommation d'espaces en extension. Sur la période 2011 – 2021, 39,5 ha ont été consommés chaque année pour le développement de l'habitat ou des zones commerciales ; le projet de SCoT veut ramener ce chiffre à 15 ha par an avec une réduction de 50 % lors de la prochaine décennie et de 75 % lors de la décennie suivante ;
- Il privilégie la construction à l'intérieur des enveloppes urbaines existantes, la densification, la rénovation des constructions existantes avant d'envisager de nouvelles zones.

Ainsi, le SCoT prend fortement en compte la lutte contre le mitage.

Enquête n° E 23000120/21 relative au projet de schéma de cohérence territoriale du Grand auxerrois (89) du mercredi 17 avril 2024 à 09h30 jusqu'au vendredi 31 mai 2024 à 17h00.

Commission d'enquête : Président Georges Leclercq, Membres titulaires : Daniel Collard, Annie Duroux, Jean-Luc Jeoffroy, Jacques Simonnot Membre suppléant : Alain Duroux

Le calcul des ENAF ne prend pas en compte les espaces déjà classés en zone constructible même s'il n'y a encore aucune construction. L'artificialisation après 2030 n'a pas encore de définition réglementaire précise.

La consommation réelle des surfaces pour l'activité économique n'intervient que lorsqu'il y a réalisation de projets concrets ; tant qu'il n'y en a pas, les surfaces restent à l'état naturel. Si elles sont occupées par une activité agricole, celle-ci n'est pas interrompue.

Les 99 ha disponibles comptabilisent les zones existantes, définies et actées antérieurement par les intercommunalités, prêtes à accueillir des projets ; or le MOA précise que la réelle disponibilité n'est à ce jour plus que de 48 ha, le reste est déjà commercialisé. Dans ces conditions une consommation annuelle d'environ 8 hectares par an semble raisonnable.

La zone du Venoy qui accueillera l'Ecopôle fait partie d'un projet communautaire décidé par la communauté d'agglomération d'Auxerre. Ce choix ne peut pas être remis en cause par le SCoT.

Le SCoT devra être mis à jour lorsque la révision du SRADDET, en cours d'étude, sera approuvée.

## 14.2 Impact sur le milieu naturel

Contribution n°3 (Web) Proposée par CHAVEL Roger ; Contribution N°9 (Web) Proposée par anonyme ; Contribution N°10 (Web) Proposée par anonyme.

200 hectares situés sur les communes de Beaumont, Chemilly-sur-Yonne et Gurgy, vont être exploités pour leurs ressources en sable et gravier, durant les 25 prochaines années.

Aucune mention de ce site, son incidence et les infrastructures à adapter, ne sont clairement lisibles dans ce SCoT.

Préserver les terres arables, planter des haies pour favoriser les oiseaux et les insectes par exemple entre les platanes ).

Il ne faut plus planter des chênes rouges qui peuvent atteindre 30 à 50 m de hauteur et devront être abattus dans deux ou trois décennies.

### Réponse :

Au sujet des carrières, le DOO prévoit une prescription suivante : Permettre l'extension des carrières existantes et la création de nouvelles installations sur les gisements favorables, sous réserve de prendre en compte les enjeux agricoles, environnementaux et sociaux. Prendre en considération les permis d'exploitations miniers vis-à-vis de l'aménagement du territoire.

Le SCoT détaille dans le DOO toutes les dispositions nécessaires pour la préservation des espaces arborés et arbustifs.

Enfin, le SCoT n'a aucun rôle pour prescrire le type d'essence à planter.

Enquête n° E 23000120/21 relative au projet de schéma de cohérence territoriale du Grand auxerrois (89) du mercredi 17 avril 2024 à 09h30 jusqu'au vendredi 31 mai 2024 à 17h00.

Commission d'enquête : Président Georges Leclercq, Membres titulaires : Daniel Collard, Annie Duroux, Jean-Luc Jeoffroy, Jacques Simonnot Membre suppléant : Alain Duroux

Contribution N°12 (Web) par Association ADENY ; Contribution N°16 (Web) par Syndicat Mixte Yonne Médian ; Contribution N°17 (Web) par SERRIOT Pascal ; Contribution N°18 (Web) par LPO BFC délégation de l'Yonne ; Contribution N°19 (Web) par Yonne Nature Environnement

Nous faisons nôtres l'ensemble des remarques de la MRAe en matière de Biodiversité, continuités et ne nous satisfaisons pas de la faiblesse des réponses apportées, ni encore moins de la non prise en compte des recommandations de la MRAe :

- La MRAe recommande que le DOO, pour les espaces à forte perméabilité écologique, conserve comme prévu «leur dominante agricole et naturelle» et réduise en conséquence les possibilités de construction et d'aménagement à ces deux seules fonctions, excluant les projets de développement économique et les extensions urbaines.

Réponse : Nous proposons de renvoyer ces éléments au PLU(i) et de le préciser dans le DOO.

« Pour les espaces à forte perméabilité écologique sans contact direct avec l'urbanisation, traduire les objectifs suivants par un zonage et un règlement adapté dans les PLU(i). Les OAP sectorielles devront prendre toutes les dispositions nécessaires en mettant en œuvre la démarche « Eviter Réduire Compenser »

- le DOO écrit pour les espaces à forte perméabilité écologique sans contact direct avec l'urbanisation,
  - 1.1 Autoriser la construction de bâtiments agricoles en veillant à ce que leur implantation :
    - 1.1.1 Ne compromette pas le fonctionnement naturel d'ensemble des milieux et la qualité paysagère associée ;
    - 1.1.2 Ne produise pas un effet de mitage ou de développement diffus.
  - 1.2 Autoriser les projets de développement économique et à rayonnement territorial

Réponse :

Il est logique d'autoriser l'implantation de bâtiments agricoles en milieu agricole, même dans un cas de perméabilité écologique. Par ailleurs, en raison du caractère fort de perméabilité écologique, des conditions ont été énumérées afin d'éviter les incidences et de préserver le caractère fonctionnel des espaces.

Pour les projets économiques, et seulement à caractère régional, vous avez omis que le DOO détaille des conditions strictes qui permettent de limiter les effets à savoir :

- N'induisse pas de pressions sur la biodiversité,
- Ne compromette pas le fonctionnement naturel d'ensemble des milieux et la qualité paysagère associée,
- Ne produise pas un effet de mitage ou de développement diffus

Les projets à caractère régional seront dans tous les cas soumis à étude d'impact et prendront toutes les dispositions nécessaires.

Enquête n E 23000120/21 relative au projet de schéma de cohérence territoriale du Grand auxerrois (89) du mercredi 17 avril 2024 à 09h30 jusqu'au vendredi 31 mai 2024 à 17h00.

Commission d'enquête : Président Georges Leclercq, Membres titulaires : Daniel Collard, Annie Duroux, Jean-Luc Jeoffroy, Jacques Simonnot Membre suppléant : Alain Duroux

- le DOO ne prescrit pas, contrairement à ce qui lui est demandé ; il se contente d'inviter les PLU(i) à réaliser une OAP TVB spécifique ;
- les OAP portant sur le sujet des continuités écologiques sont devenues obligatoires dans les PLU et PLUi depuis la loi Climat et résilience de 2021 (L. 151-6-2 du code de l'urbanisme) ; le SCoT ne l'a toujours pas intégré, malgré ce rappel à la loi ;

Réponse :

La loi « Climat et résilience » du 22 août 2021 impose en effet de définir les actions et opérations nécessaires pour mettre en valeur les continuités écologiques (article L. 151-6-2 du Code de l'Urbanisme). Dans les PLU(i), cela se traduit par la réalisation d'une OAP Trame Verte et Bleue (TVB). La volonté de ces recommandations est de détailler les attentes optimales de l'OAP pour une bonne prise en compte de la TVB dans le document d'urbanisme local. C'est la raison pour laquelle le détail du contenu de l'OAP restera une recommandation.

- le DOO ne protège pas clairement la trame verte et bleue ; le SCoT permet la réalisation de projets potentiellement impactant ; pour les milieux les plus fragiles et en régression, l'évitement doit être la règle, avec un affichage clair ;

Réponse :

La TVB est clairement identifiée : les réservoirs, les corridors et l'ensemble des milieux écologiques.

Les prescriptions seront améliorées en faveur de la préservation des milieux naturels et plus particulièrement les plus fragiles.

La protection des zones protégées sera renforcée.

L'ensemble des pièces annexe sera corrigée en conséquence de ces modifications.

#### 2.2.1.2. Préserver la diversité des milieux et les espaces naturels identitaires du territoire

Protéger et restaurer les milieux humides

Éviter en priorité la destruction des zones humides avérées et maintenir de leur caractère hydromorphe en mettant en place les principes de gestion suivants :

Les zones humides devront faire l'objet d'un zonage approprié dans les règlements d'urbanisme.

Mettre en valeur les milieux aquatiques, les protéger, restaurer et valoriser

Prescriptions :

Les cours d'eau et leur espace de fonctionnalité devront faire l'objet d'un zonage approprié dans les règlements d'urbanisme

S'appuyer sur les fonctionnalités naturelles des cours d'eau et des milieux humides pour améliorer et préserver la qualité de l'eau.

Enquête n° E 23000120/21 relative au projet de schéma de cohérence territoriale du Grand auxerrois (89) du mercredi 17 avril 2024 à 09h30 jusqu'au vendredi 31 mai 2024 à 17h00.

Commission d'enquête : Président Georges Leclercq, Membres titulaires : Daniel Collard, Annie Duroux, Jean-Luc Jeoffroy, Jacques Simonnot Membre suppléant : Alain Duroux

Préserver les milieux ouverts et semi-ouverts

Prescriptions :

Eviter strictement les pelouses calcicoles à l'urbanisation et les identifier dans le zonage des documents d'urbanisme

Préserver et restaurer une mosaïque d'habitats ouverts xérothermophiles favorables à l'expression d'une faune et d'une flore remarquables

Préserver les boisements et milieux forestiers

Prescriptions :

Maintenir et consolider les habitats forestiers d'intérêt communautaire dans leur bon état actuel, en favorisant une gestion sylvicole qui intègre les enjeux de biodiversité et assurant la pérennité des habitats

Maintenir les milieux ouverts existants dans l'espace forestier et éviter strictement leur destruction dans le document d'urbanisme local : clairières de pelouses sèches

Préserver les maillages de haies

Prescriptions :

Dans chaque projet d'aménagement, déterminer des mesures de reconfiguration et de compensation fonctionnelle in situ à mettre en œuvre en cas d'élimination de haies pour compenser les effets induits en termes de ruissellements, de continuités écologiques, de maintien, lorsque cela est le cas, de l'agriculture. L'objectif visé s'intéresse aux groupes de haies formant un réseau (une maille) et non à quelques sujets éparpillés ou isolés.

- la compensation ne s'applique qu'en cas d'impact sur les espèces et/ou les habitats, ce qui va à l'encontre d'une volonté de préservation, et qui dans le cas du régime d'évaluation des incidences Natura 2000 n'est possible qu'après avoir démontré le caractère impératif d'intérêt public majeur d'un projet. Seul l'évitement permet une protection stricte. »

Réponse :

En écho à vos remarques, c'est la raison pour laquelle le SCoT prescrit à plusieurs reprises la démarche « Eviter Réduire Compenser ».

Il est essentiel de se référer au Syndicat Mixte Yonne Médian pour obtenir la mise à jour de l'atlas des milieux humides.

Réponse :

Un atlas des zones humides a été mandaté par le PETR ; il est en cours de mise à jour ; il sera annexé au SCoT. Il couvre l'ensemble du territoire.

Enquête n° E 23000120/21 relative au projet de schéma de cohérence territoriale du Grand auxerrois (89) du mercredi 17 avril 2024 à 09h30 jusqu'au vendredi 31 mai 2024 à 17h00.

Commission d'enquête : Président Georges Leclercq, Membres titulaires : Daniel Collard, Annie Duroux, Jean-Luc Jeoffroy, Jacques Simonnot Membre suppléant : Alain Duroux

Il aurait été préférable de présenter d'abord, dans le diagnostic territorial, la géomorphologie du territoire

Réponse :

La géomorphologie du territoire fait partie de l'Etat Initial de l'Environnement, c'est la raison pour laquelle ce chapitre est présenté dans l'Etat Initial de l'Environnement

L'évaluation environnementale comporte des lacunes : parfois l'enjeu est présenté sans mentionner les effets ou les mesures ERC, et parfois c'est l'inverse.

Réponse :

L'évaluation environnementale est construite de manière pertinente. Elle ne sera pas spécifiquement modifiée au regard de ces remarques

Les cartes incluses dans ces figures posent des problèmes de lisibilité.

Réponse :

L'échelle du SCoT doit rester à l'échelle des 5 EPCI. LA tVB du SCoT est très détaillée et son échelle est appropriable sans difficulté. Toutefois pour une meilleure lisibilité, un atlas de la TVB en 4 parties sera joint à l'E.I.E

Il faut protéger les éléments boisés les plus sensibles (ceux de moins de 4 ha), en particulier les linéaires de haies dans les secteurs de ruissellement et les bosquets dans les vignobles.

Réponse :

Le PLU(I) constitue la parfaite échelle appropriée et affinera plus précisément ces enjeux. D'autre part, le PPRi en vigueur doit traiter ces sujets.

Il faudrait l'interdire la pollution lumineuse.

Réponse :

Le SCoT n'a pas de pouvoir sur l'éclairage en tant que tel. L'orientation « 2.2.1.4. Intégrer un urbanisme favorable à la trame noire » détaille les prescriptions possibles dans le champ du SCoT.

#### Analyse de la commission d'enquête

Concernant le projet de carrière, le DOO prévoit de « permettre l'extension des carrières existantes et la création de nouvelles installations sur les gisements favorables, sous réserve de prendre en compte les enjeux agricoles, environnementaux et sociaux ». Les carrières font l'objet d'une réglementation particulière de permis d'exploitation très encadrée par les services de l'état. D'autre part le schéma régional des carrières est en cours d'élaboration. Le SCoT comme les documents d'urbanisme locaux devront s'y conformer.

Enquête n° E 23000120/21 relative au projet de schéma de cohérence territoriale du Grand auxerrois (89) du mercredi 17 avril 2024 à 09h30 jusqu'au vendredi 31 mai 2024 à 17h00.

Commission d'enquête : Président Georges Leclercq, Membres titulaires : Daniel Collard, Annie Duroux, Jean-Luc Jeoffroy, Jacques Simonnot Membre suppléant : Alain Duroux

Le DOO a prévu des orientations pour la préservation des espaces arborés.

Par exemple, il prescrit : « Les réservoirs de biodiversité identifiés devront être préservés dans les documents d'urbanisme locaux par l'application d'un zonage et d'une réglementation adaptée avec des niveaux de protection répondant aux enjeux de la faune et la flore locales ».

Cependant, il n'a aucune vocation à gérer les types d'essences à planter.

Biodiversité : « non prise en compte » des recommandations de la MRAe. Le MOA prend en compte cette remarque en prescrivant des objectifs de protection aux PLU.

Cependant, il est nécessaire :

- que l'ensemble des éléments fixes du paysage participant au maillage des trames verte, bleue et noire locales et leur protection soient inscrits sur les plans de zonage des documents d'urbanisme locaux par la réalisation d'OAP thématiques « Trame verte et bleue » ;
- que des prescriptions préservent les milieux naturels, plus particulièrement les plus fragiles et en régression (prairies, pelouses sèches, zones humides, haies, espaces boisés classés, etc.) ;
- d'indiquer clairement que la priorité doit être donnée à toutes les mesures d'évitement et de réduction avant d'envisager des mesures de compensation pour le respect des zones protégées ;
- d'exclure les projets de développement économique et les extensions urbaines dans les espaces à forte perméabilité écologique ;
- de prescrire l'identification des zones humides potentielles dans les documents d'urbanisme locaux.

Concernant la construction dans les zones à forte perméabilité écologique : la biodiversité est précisée au niveau des PLU qui peut différencier le classement entre zone A-agricole où seules les constructions agricoles sont autorisées et N inconstructibles.

De plus, l'instruction des permis de construire prend aussi en compte la biodiversité, l'insertion paysagère : le code de l'urbanisme l'impose.

Enfin, le DOO donne des conditions strictes pour l'implantation des projets économiques à caractère régional.

Les PLU disposent d'outils réglementaires qui permettent de protéger les boisements, les espaces de continuité écologique, traduisant ainsi les orientations du DOO du SCoT.

Le SCoT ne se substitue pas aux documents d'urbanisme locaux, il ne peut que fixer les orientations par des prescriptions ou recommandations.

### 14.3 Eau et assainissement

Contribution N°12 (Web) par Association ADENY ; Contribution N°16 (Web) par Syndicat Mixte Yonne Médian ; Contribution N°17 (Web) par SERRIOT Pascal ; Contribution N°18 (Web) par LPO BFC délégation de l'Yonne.

L'agglomération auxerroise entend développer un pôle « Hydrogène », dont on peut craindre qu'il soit fortement consommateur d'eau, si une unité de production d'hydrogène venait à être installée.

Enquête n° E 23000120/21 relative au projet de schéma de cohérence territoriale du Grand auxerrois (89) du mercredi 17 avril 2024 à 09h30 jusqu'au vendredi 31 mai 2024 à 17h00.

Commission d'enquête : Président Georges Leclercq, Membres titulaires : Daniel Collard, Annie Duroux, Jean-Luc Jeoffroy, Jacques Simonnot Membre suppléant : Alain Duroux



Ce territoire connaît des tensions sur l'eau (quantité et qualité), et fait face sur Auxerre à la fermeture provisoire mais prolongée du captage des Isles.

Prescrire des visites régulières et une remise en état ad hoc par un SPANC peut se faire même si les diagnostics sont pour le moment incomplets. Cela se fait sur d'autres EPCI.

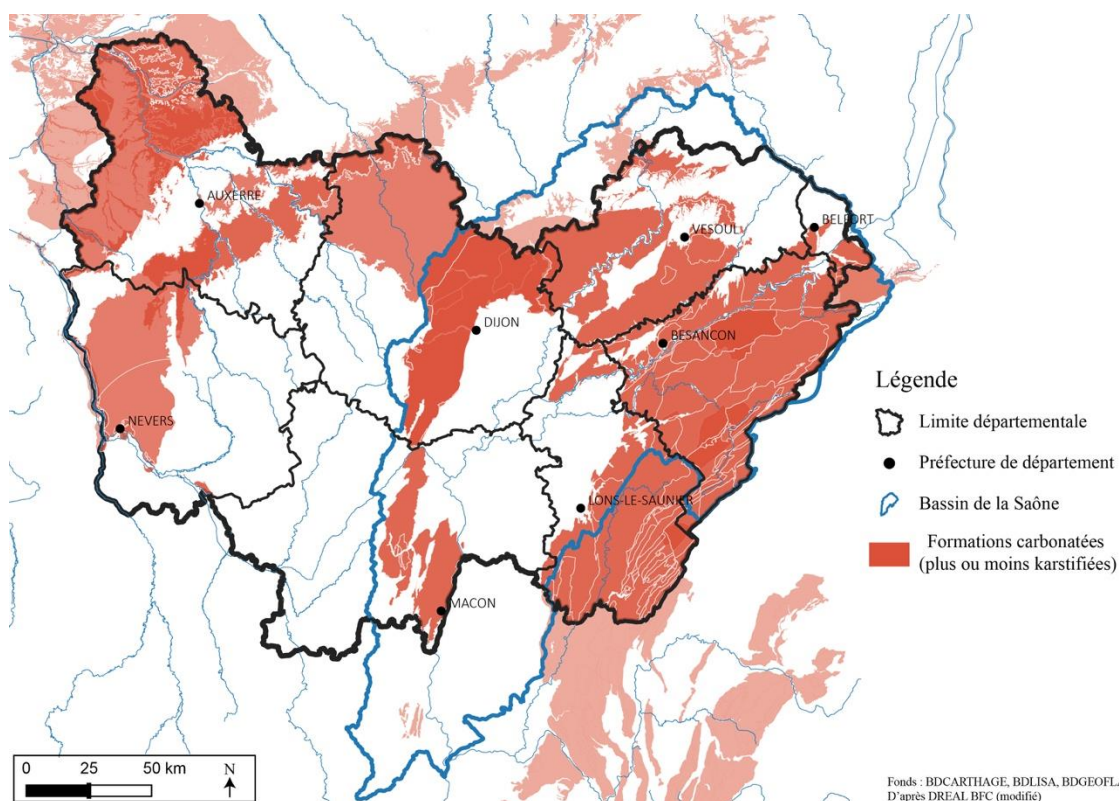
Réponse :

Le SCoT ne peut pas prescrire des visites par le SPANC, ce n'est pas son rôle.

Il serait pertinent d'intégrer, dans le diagnostic territorial, les cartes réalisées par ORISK, comme « Le Karst à l'affleurement en Bourgogne-Franche-Comté », afin de disposer d'informations sur cette vulnérabilité.

Réponse :

La carte suivante pourra être rajoutée dans l'E.I.E.



L'aspect « qualité de l'eau potable » n'apparaît pas clairement parmi les objectifs du DOO, tels que la réduction des polluants et des nuisances et la préservation de la ressource en eau. Il devrait y figurer de manière plus explicite.

Réponse :

L'orientation 2.4.3. Réduire les polluants et les nuisances, La pollution des ressources en eau » traite parfaitement du sujet de l'amélioration de la qualité de l'eau potable.

Enquête n° E 23000120/21 relative au projet de schéma de cohérence territoriale du Grand auxerrois (89) du mercredi 17 avril 2024 à 09h30 jusqu'au vendredi 31 mai 2024 à 17h00.

Commission d'enquête : Président Georges Leclercq, Membres titulaires : Daniel Collard, Annie Duroux, Jean-Luc Jeoffroy, Jacques Simonnot Membre suppléant : Alain Duroux

L'évaluation environnementale ne distingue pas suffisamment entre les masses d'eau souterraines et celles de surfaces (cours d'eau, plans d'eau, milieux humides). Cette distinction est importante car ces milieux ont des enjeux différents (eau potable, prélèvements, qualité de vie, biodiversité, etc.).

Réponse :

L'EIE distingue ces masses d'eau. L'évaluation environnementale traite de l'incidence de l'eau sur l'ensemble de ces ressources.

Les captages d'eau disponibles et non utilisés doivent être suivis de la même manière (Analyses, DUP, programme d'actions BAC, ...) qu'un captage utilisé par la collectivité. Le devenir d'un captage abandonné doit être déterminé et les conséquences sur la biodiversité doivent être mesurées.

La création d'une commission locale de l'eau (CLE) sur le Grand Auxerrois pourrait permettre de mettre en place un Projet de territoire de Gestion de l'eau (PTGE) et un Schéma directeur de gestion de l'eau (SDAGE).

Réponse :

Ces éléments ne relèvent pas du SCoT. Sur le territoire, il existe la CLE de l'Armançon. Il est couvert par le SDAGE Seine Normandie.

D'autre part, le DOO précise au point 2.4.2. Anticiper les risques dans les projets de planification et de développement du territoire « En outre, les collectivités s'assureront que ces mesures mettent en œuvre les dispositions du PGRI ainsi que les objectifs et actions associés à la Stratégie Locale de Gestion du Risque Inondation (SLGRI) de manière à réduire les aléas et les vulnérabilités des personnes et des activités. »

#### Analyse de la commission d'enquête

Le SCoT traite la problématique de la ressource en eau potable. Il identifie des indicateurs de la qualité de l'eau potable et de l'assainissement.

Cependant, il est nécessaire que le SCoT prenne en compte les orientations du PTGE Serein Armançon.

Par ailleurs, il est souhaitable que le SCoT :

- en cohérence avec les projets d'aménagement du territoire, se dote d'un dispositif de pilotage de la gestion de la ressource en eau potable et des problématiques d'assainissement ;
- fixe des objectifs de protection des captages exploités et indique le devenir de ceux abandonnés ou susceptibles de l'être.

En application de l'objectif de prévention des risques naturels prévisibles portés par l'article L.101-2 du CU, il est nécessaire que le DOO prescrive :

- pour les nouveaux projets d'imperméabilisation, une gestion des eaux pluviales à la source ;
- sur l'existant, une amélioration de la gestion des eaux pluviales ;
- la préservation des éléments du paysage contribuant à diminuer le ruissellement.

Enquête n° E 23000120/21 relative au projet de schéma de cohérence territoriale du Grand auxerrois (89) du mercredi 17 avril 2024 à 09h30 jusqu'au vendredi 31 mai 2024 à 17h00.

Commission d'enquête : Président Georges Leclercq, Membres titulaires : Daniel Collard, Annie Duroux, Jean-Luc Jeoffroy, Jacques Simonnot Membre suppléant : Alain Duroux

## 14.4 Agriculture

Contribution N°17 (Web) par SERRIOT Pascal

Il faut une agriculture familiale garante d'une alimentation de qualité, participant par de nouvelles cultures à la réindustrialisations du territoire et non des agro-industriels possédants des centaines d'hectares

Réponse :

Le PAS promeut une double agriculture nécessaire et indispensable.

« Le PETR s'engage à encourager la structuration de filières agricoles locales, sur la totalité de la chaîne : production, transformation et débouchés. Les élus du PETR souhaitent que l'agriculture du territoire puisse répondre aux enjeux internationaux en étant présente sur les marchés français et européen, voire mondiaux, tout en alimentant les circuits de proximité. »

Contribution N°18 (Web) par LPO BFC délégation de l'Yonne

Il faut préserver le foncier et les espaces agricoles afin de soutenir l'agriculture de notre département.

Le nouveau projet d'artificialiser près de 60 ha d'espace agricole à Venoy près de la station du Soleil Levant nous apparaît comme une aberration autant en ce qui concerne la production agricole que la perte de biodiversité

Réponse :

Le SCoT entend réduire sa consommation d'espace naturel et agricole de moitié. Il est donc engagé dans la démarche de sobriété foncière en faveur de la préservation des terres agricoles et naturelles.

Analyse de la commission d'enquête

La filière agricole constitue un atout majeur du territoire. Elle doit être soutenue dans ses différents modes.

Il est souhaitable de :

- préciser les actions à mettre en place pour favoriser le développement d'une agriculture de proximité ;
- promouvoir la mise en place d'un projet alimentaire territorial (PAT) à l'échelle du PETR.

Enquête n° E 23000120/21 relative au projet de schéma de cohérence territoriale du Grand auxerrois (89) du mercredi 17 avril 2024 à 09h30 jusqu'au vendredi 31 mai 2024 à 17h00.

Commission d'enquête : Président Georges Leclercq, Membres titulaires : Daniel Collard, Annie Duroux, Jean-Luc Jeoffroy, Jacques Simonnot Membre suppléant : Alain Duroux

## 14.5 Energies Renouvelables

Contribution n°2 (Web) par CLAIRE DUMANCON.

La multiplication des éoliennes défigurera le paysage et nuira au tourisme.

Réponse :

Le SCoT ne définit aucun secteur pour l'implantation de l'éolien. Il détaille des prescriptions strictes pour leurs implantations :

*↳ Proscrire les parcs éoliens dans :*

- o Les réservoirs de biodiversité.*
- o Les zones humides actuelles et futures.*
- o Les espaces définis dans le cadre de la trame verte et bleue.*

*↳ Etudier l'intérêt de leur implantation en fonction :*

- o Des enjeux écologiques, paysagers et patrimoniaux dans le cadre d'une concertation.*
- o De la distance des installations de grand gabarit notamment, aux espaces habités pour ne pas soumettre les populations à des nuisances sonores ou lumineuses régulières.*
- o De la présence d'un vent suffisamment fort et régulier.*

*↳ Organiser la co-visibilité des parcs éoliens et leur structuration interne (en grappe, alignés...) en :*

- o Préservant des espaces de respiration entre les parcs éoliens et en tenant compte de la topographie, des boisements, des perspectives visuelles.*
- o Évitant les risques d'encerclement autour des sites d'intérêt touristique, des espaces urbains et naturels, etc.*

Contribution N°12 (Web) par Association ADENY ; Contribution N°18 (Web) par LPO BFC délégation de l'Yonne ; Contribution N°19 (Web) par Yonne Nature Environnement.

L'absence d'objectifs chiffrés empêche de mesurer les efforts que le Grand Auxerrois est prêt à consentir, et comment ils seront répartis selon les filières d'EnR disponibles, ainsi que sur les 5 collectivités.

Réponse :

Il appartient aux EPCI de définir leurs objectifs chiffrés de développement des EnR dans le cadre de leur PCAET. Le projet de SCoT du Grand Auxerrois n'est pas un SCoT valant PCAET.

Enquête n° E 23000120/21 relative au projet de schéma de cohérence territoriale du Grand auxerrois (89) du mercredi 17 avril 2024 à 09h30 jusqu'au vendredi 31 mai 2024 à 17h00.

Commission d'enquête : Président Georges Leclercq, Membres titulaires : Daniel Collard, Annie Duroux, Jean-Luc Jeoffroy, Jacques Simonnot Membre suppléant : Alain Duroux

Un état des lieux de l'existant, qui pourrait être éclairant, semble manquer ?

Réponse :

L'E.I.E détaille dans un chapitre Energie, toutes les informations utiles et nécessaires en la matière.

Le projet de SCoT qui a été arrêté en octobre 2023, aurait dû prendre en compte les dispositions antérieures de la loi sur l'Accélération des Energies Renouvelables (APER) du 10 mars 2023 :

- identifier les Zones d'Accélération des Energies Renouvelables (ZAE nR) dans les documents de planification et d'urbanisme locaux ;
- délimiter des zones d'accélération ;
- délimiter des secteurs où sera conditionné l'implantation d'installation de production d'EnR dès lors que l'installation d'EnR serait incompatible avec le voisinage ou l'usage de terrains situés à proximité ou porterait atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages, à la qualité architecturale, urbaine et paysagère, à la mise en valeur du patrimoine et à l'insertion des installations dans le milieu environnant

Il conviendrait d'ajouter les cartes ZAE nR produites par les communes et les EPCI.

Réponse :

Des cartes ont été votées fin 2023 au sein des communes du territoire. Le SCoT ne l'imposera pas mais le recommandera.

Les PCAET intercommunaux pourront étudier les zones les plus propices aux enjeux environnementaux, bien que le SCoT l'a soulevé également.

Le DOO prévoit bien dans l'ensemble des prescriptions associées aux ENR une intégration paysagère stricte.

#### Analyse de la commission d'enquête

Les projets éoliens sont étudiés projet par projet. Ils font l'objet d'une demande contenant une étude d'impact en vue d'une autorisation environnementale. Le paysage est une préoccupation constante pour ces projets, sa prise en compte est étudiée grâce aux photomontages demandés systématiquement. Le cumul d'impact, et l'effet de saturation sont étudiés. Les prescriptions du SCoT rappelées par le MOA sont de nature à limiter notamment l'impact sur les villages. La présence des éoliennes est désormais habituelle dans le paysage.

Bien qu'il n'ait pas obligation de le faire, il est souhaitable que le SCoT, en relai du SRADDET, affiche des objectifs en la matière, compte tenu du caractère structurant de ce document.

Ces objectifs pourraient consister à :

- définir, les zones les plus propices aux EnR en tenant compte de l'effet de saturation de certains secteurs par les champs éoliens réalisés ou autorisés ;
- définir dans le DOO des objectifs chiffrés de production d'énergie renouvelable pour chaque communauté de communes et prescrire l'identification des sites favorables à leur développement au regard de leur faible impact environnemental pour les PLU(i),
- imposer la détermination de zones préférentielles d'implantation des EnR dans les documents d'urbanisme ;

Enquête n° E 23000120/21 relative au projet de schéma de cohérence territoriale du Grand auxerrois (89) du mercredi 17 avril 2024 à 09h30 jusqu'au vendredi 31 mai 2024 à 17h00.

Commission d'enquête : Président Georges Leclercq, Membres titulaires : Daniel Collard, Annie Duroux, Jean-Luc Jeoffroy, Jacques Simonnot Membre suppléant : Alain Duroux

- prescrire des mesures pour l'amélioration des performances énergétiques dans les opérations d'aménagement des documents d'urbanisme locaux ;
- compléter l'état des lieux des énergies renouvelables par des cartes lisibles localisant les dispositifs existants, les projets en cours et les secteurs à potentiel de développement.

## 14.6 Emploi

Contribution N°17 (Web) par SERRIOT Pascal

Ce n'est pas en développant la filière logistique qu'il sera remédié au manque d'emploi.

La définition des industries nécessaires doit être en rapport avec la valeur ajoutée des produits, accroître le niveau de l'emploi socioprofessionnel, l'enseignement, la formation, des ressources sur le territoire comme le bois ou les produits agricoles pour leur donner des débouchés à proximité

Réponse :

La logistique endogène pour le bon fonctionnement du tissu d'entreprise actuel est indispensable.

Analyse de la commission d'enquête

Bien que les plateformes de logistique génèrent peu d'emploi, elles sont indispensables au fonctionnement des entreprises et permettent de réduire les déplacements routiers, dans un objectif de développement durable.

## 14.7 Zonage- ZAE

Contribution N°11 (Communauté de l'auxerrois (Ville d'Auxerre)) Proposée par Christophe CASIMIR.

Je souhaite que mon terrain situé route de Chablis à Auxerre reste classé en zone d'activité.

Réponse :

Ceci est hors champ d'application du SCoT (sujet PLU).

Contribution N°14 (Communauté de communes Serein et Armance) par MERCIER Pierre.

Je souhaite que mon terrain situé sur la commune d'Ormoy soit reclassé en zone constructible.

Réponse :

Ceci est hors champ d'application du SCoT (sujet PLU).

Enquête n° E 23000120/21 relative au projet de schéma de cohérence territoriale du Grand auxerrois (89) du mercredi 17 avril 2024 à 09h30 jusqu'au vendredi 31 mai 2024 à 17h00.

Commission d'enquête : Président Georges Leclercq, Membres titulaires : Daniel Collard, Annie Duroux, Jean-Luc Jeoffroy, Jacques Simonnot Membre suppléant : Alain Duroux

Le maillage commercial est réalisé sur la base d'un habitant urbain, mais pas pour un rural. Il ne tient pas compte de la démographie.

Réponse :

L'armature commerciale s'appuie aussi sur le maillage territorial porté par le SCoT, la structuration urbaine, et donc démographique, du territoire. Les centralités marchandes correspondent aux communes les plus peuplées.

Chaque commune et territoire doivent pouvoir bénéficier de la même stratégie.

Réponse :

La stratégie répond à un maillage territorial porté par le SCoT, qui de par sa nature, territorialise la stratégie à adopter en fonction des caractéristiques, enjeux et dynamiques des différents secteurs du territoire.

Nous sommes contre les équipements logistiques commerciaux quel que soit leur type qui occupent des surfaces importantes (> 3 000 m<sup>2</sup>) et qui n'est pas avantageux pour l'emploi dans toutes ses caractéristiques.

Réponse :

Le SCoT prévoit des conditions pour l'implantation des équipements logistiques et selon le projet défini par les élus du Grand Auxerrois.

Nous demandons que toutes les zones dites d'activités mixtes commerciales et économiques soient prises en compte dans les analyses comme la rue Mermoz et ses alentours à Auxerre, la ZI des Iles, la ZA Terre du Canada et la ZA Macherin à Monéteau, la ZA à l'entrée d'Appoigny. Cette modification permettra de démontrer la saturation de la "ville et de l'agglomération Centre".

Réponse :

Le SCoT prend en compte l'ensemble des surfaces commerciales du territoire du Grand Auxerrois et prévoit des conditions d'implantation et de développement strictes pour les grandes et moyennes surfaces.

Nous demandons que le tableau des unités commerciales (chapitre 1.2.1 Page 10 du DOO) ne tienne pas compte de l'aire d'influence minimale (nombre d'habitants) et du format de vente, mais du besoin des habitants du territoire.

Réponse :

Le tableau cité, en tête du chapitre 1.2, est à vocation pédagogique. Les prescriptions et recommandations, elles, prennent bien en compte les besoins du territoire notamment dans la déclinaison des localisations préférentielles selon la réponse aux fréquences d'achats et par formats.

Enquête n° E 23000120/21 relative au projet de schéma de cohérence territoriale du Grand auxerrois (89) du mercredi 17 avril 2024 à 09h30 jusqu'au vendredi 31 mai 2024 à 17h00.

Commission d'enquête : Président Georges Leclercq, Membres titulaires : Daniel Collard, Annie Duroux, Jean-Luc Jeoffroy, Jacques Simonnot Membre suppléant : Alain Duroux

Il faut supprimer toutes les emprises sur le domaine agricole surtout quand ceux-ci sont en culture allant vers l'écologie.

Réponse :

Le SCoT ne peut pas agir en tant que tel. Ce n'est par ailleurs par la volonté des élus.

L'accueil des commerces doit se faire pour répondre au besoin et à l'équilibre de la population.

Il faut également réduire le développement des chaînes de restauration (surtout celle de la malbouffe) dans les zones commerciales pour les orienter vers les centres-villes ou bourgs.

Réponse :

Le volet commerce du DOO et le DAACL ne peuvent pas « trier » l'implantation des activités de restauration selon les enseignes ou types de restauration.

Le SCoT indique que les localisations préférentielles périphériques (secteurs d'implantation périphérique) n'ont pas vocation à accueillir de nouvelles implantations de commerces de proximité.

Analyse de la commission d'enquête

Le SCoT ne traite pas de la classification des parcelles. Cette classification est du ressort des documents locaux d'urbanisme.

La mise en œuvre d'une armature territoriale organise le territoire de manière à minimiser l'impact des activités économiques et humaines sur l'environnement tout en préservant un équilibre entre les espaces urbains et ruraux.

Cependant, il est nécessaire que le SCoT réalise un bilan précis des surfaces viabilisées disponibles afin de justifier le besoin d'ouverture de nouvelles surfaces à vocation économique.

Il est souhaitable que :

- la méthode d'analyse de la réponse aux fréquences d'achats et par formats soit explicitée, voire fasse l'objet d'un indicateur ;
- le PETR assiste les communes dans l'étude des capacités d'urbanisation.

Enquête n° E 23000120/21 relative au projet de schéma de cohérence territoriale du Grand auxerrois (89) du mercredi 17 avril 2024 à 09h30 jusqu'au vendredi 31 mai 2024 à 17h00.

Commission d'enquête : Président Georges Leclercq, Membres titulaires : Daniel Collard, Annie Duroux, Jean-Luc Jeoffroy, Jacques Simonnot Membre suppléant : Alain Duroux



## 14.8 Risques

Contribution n°6 (Web) Proposée par MAHERAULT Guy.

Le bureau d'étude, ne fait pas état des dangers et nuisances des entreprises classées à l'intérieur de la ville d'Auxerre, notamment les silos céréaliers des Mignottes :

- stockage d'engrais à base de nitrate d'ammonium, dont la dangerosité explosive est reconnue ;
- bruit continu jour et nuit sur plusieurs semaines, alimenté par une noria de camions ;
- chargements et déchargements à l'air libre, ce qui provoque les retombées des poussières sur tout le quartier.

Réponse :

L'E.I.E fait bien état du risque industriel dans une partie qui lui est dédiée. La carte des ICPE est également présentée.

Contribution N°12 (Web) par Association ADENY ; Contribution N°18 (Web) par LPO BFC délégation de l'Yonne ; Contribution N°18 (Web) par LPO BFC délégation de l'Yonne

La MRAe recommande vivement de modifier les prescriptions du DOO qui permettent l'implantation de nouvelles constructions, d'équipements et d'établissements sensibles en zone inondable, prescriptions qui ne sont pas en accord avec les dispositions du plan de gestion des risques d'inondation (PGRI) du bassin Seine-Normandie et ne vont pas dans le sens d'une limitation de l'exposition de la population et de sa vulnérabilité aux risques.

Réponse : Les prescriptions seront ré-évaluées et adaptées le cas échéant dans le cadre du rapport de SCoT modifié. Rappelons également que le PPRi Yonne est en cours de révision.

Un principe de non-développement de l'urbanisation est mis en œuvre dans les secteurs soumis au risque inondation.

Ne pas autoriser, par principe, l'imperméabilisation en zone d'aléa fort.

Ne pas autoriser la suppression de haies/bosquets (pas plus isolés qu'en continuité) serait la meilleure façon de se prémunir contre les conséquences lourdes pour la population (coulées de boues, érosion des sols, pollution des eaux...) en cas d'épisodes climatiques extrêmes. Cette prescription manque, alors que les avantages de ces éléments arborés ne sont plus à démontrer.

Réponse :

Nous vous confirmons que les prescriptions à cet égard ne manquent pas. Pour rappel elles figurent dans le DOO :

Enquête n E 23000120/21 relative au projet de schéma de cohérence territoriale du Grand auxerrois (89) du mercredi 17 avril 2024 à 09h30 jusqu'au vendredi 31 mai 2024 à 17h00.

Commission d'enquête : Président Georges Leclercq, Membres titulaires : Daniel Collard, Annie Duroux, Jean-Luc Jeoffroy, Jacques Simonnot Membre suppléant : Alain Duroux

## 2.2.1.2. Préserver la diversité des milieux et les espaces naturels identitaires du territoire

Mettre en valeur les milieux aquatiques, les protéger, restaurer et valoriser

- ⇒ Préserver les éléments naturels (ex : boisements, haies etc.) permettant l'amélioration de la qualité de la ressource et le maintien des flux hydrologiques et hydrogéologiques.
- ⇒ Développer les techniques d'hydraulique douce (haies, bosquets, bandes enherbées, mares, noues) sur les axes de ruissellement

Préserver les boisements et milieux forestiers

- ⇒ Les règlements associés aux espaces boisés devront :
  - Identifier, protéger et gérer, dans le respect de leur caractère patrimonial, les milieux boisés qui jouent un rôle protecteur au regard des risques naturels et qui possèdent une qualité écologique avérée.

Préserver les maillages de haies

### *Préserver les maillages de haies*

#### **Prescriptions :**

Du fait des différents rôles, environnemental et de prévention des risques des mailles de haies, le SCoT demande aux collectivités via leurs documents d'urbanisme locaux de :

- ⇒ Identifier et préserver le maillage existant de haies pour sa capacité à créer des espaces de perméabilité environnementale et des liens fonctionnels entre la trame verte et bleue. L'objectif est bien de préserver le maillage de haies existantes au regard de sa fonctionnalité avérée sans pour autant le figer dans le temps.
- ⇒ S'appuyer sur la maille de haies comme élément structurant de l'aménagement urbain (plantation de haies en lisière urbaine...).
- ⇒ Déterminer des mesures de reconfiguration à mettre en œuvre en cas d'élimination de haies pour compenser les effets induits en termes de ruissellements, de continuités écologiques, de maintien, lorsque cela est le cas, de l'agriculture. L'objectif visé s'intéresse aux groupes de haies formant un réseau (une maille) et non à quelques sujets éparpillés ou isolés.

### 2.2.1.3. Maintenir et renforcer les corridors écologiques et espaces de perméabilité

- ⇒ De favoriser la préservation du bocage qui assure la perméabilité des milieux agricoles, via la préservation des haies et bosquets, ainsi que des activités d'élevage.
  - ⇒ Garantir le bon fonctionnement de ces continuités par un zonage et un règlement adaptés aux enjeux de conservation, de rupture et de pression :
    - En milieu urbain, les éléments qui viennent matérialiser le corridor peuvent être repérés et protégés (inscriptions graphiques des haies, bois, bosquets...) au sein des documents d'urbanisme locaux.
- 

### 2.4.2. Anticiper les risques dans les projets de planification et de développement du territoire

#### Les risques d'inondations :

- ⇒ Intégrer la préservation des éléments naturels et paysagers dans la gestion des risques, notamment de ruissellements (haies, zones humides...).

### 2.4.3. Réduire les polluants et les nuisances

#### La pollution des ressources en eau

- ⇒ Maintenir des haies ou boisements connectés à la ripisylve des cours d'eau pour créer des ensembles diversifiés et lutter contre les pollutions diffuses.
- ⇒ Dans les opérations d'aménagement urbain, envisager des systèmes d'hydraulique douce en compatibilité avec les milieux naturels (haies plantées perpendiculairement à la pente, noues, fossés et talus, zones enherbées...) assurant une infiltration à la parcelle pour les ouvrages publics (voiries) afin d'éviter les pollutions. Ces aménagements peuvent être traités comme des éléments paysagers.

L'offre de logement doit tenir compte des risques présents sur le territoire, afin d'éviter de revitaliser des zones exposées à un ou plusieurs risques, ou de recommander que l'offre de logements soit adaptée à ces risques.

Aucune référence n'est donnée aux textes qui imposent les distances réglementaires actuelles ni aux distances minimales que le SCoT souhaiterait voir prescrites dans les documents d'urbanisme de portée inférieure.

#### Réponse :

Le SCoT fait bien référence aux textes réglementaires qui s'imposent en la matière à savoir les PPRI, le PGRI, le TRI, le PAPI, et l'ensemble des PPRT (2.4.2. Anticiper les risques dans les projets de planification et de développement du territoire).

#### Analyse de la commission d'enquête

Le diagnostic relève bien le nombre et les catégories d'ICPE en faisant un zoom sur l'installation Davey Bickford qui fait l'objet d'un Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT).

Le site des silos des Mignottes n'est pas spécifiquement cité, mais il fait l'objet des mêmes mesures que les autres ICPE. Le problème de son emplacement et son impact se posera si un jour, il fait l'objet d'un projet d'extension ou de reconstruction.

Il est nécessaire que le SCoT interdise l'implantation des constructions en zone inondable et ne se contente pas de les réévaluer.

La protection des haies et bosquets est bien prise en compte dans le dossier.

Le SCoT fait bien référence à tous les textes et plans particuliers sur la protection des logements contre les risques.

Il est cependant nécessaire :

- de préciser dans le DOO les contraintes liées aux risques technologiques à prendre en compte dans les documents d'urbanisme, qu'elles fassent ou non l'objet de servitudes ;
- d'imposer que les PLU(i) fixent des dispositions complémentaires pour réduire l'exposition des futurs habitats aux nuisances sonores (isolement, merlon, écran acoustique, positionnement des bâtiments ...) en cas d'implantation de logements dans des zones de bruit ;
- de fixer des prescriptions pour éviter d'exposer de nouveaux usagers aux risques sanitaires liés aux pollutions des sols, en évitant les aménagements résidentiels et en interdisant les établissements sensibles sur des sites pollués ;
- de compléter la section du DOO consacrée à la bonne qualité de l'air en soulignant le rôle de la nature en ville dans la filtration de polluants et la captation des particules fines ;
- de compléter, afin d'éviter toute nuisance attachée à une ICPE, les préconisations portées par le DOO de manière à engager des moyens en rapport avec l'orientation du PAS p. 19.

Enquête n° E 23000120/21 relative au projet de schéma de cohérence territoriale du Grand auxerrois (89) du mercredi 17 avril 2024 à 09h30 jusqu'au vendredi 31 mai 2024 à 17h00.

## 14.9 Logement

### Contribution N°8 (Web) Proposée par LECOLLE Richard

Les objectifs de densité moyenne préconisés par le SCoT, à savoir 35 logements par hectare, sont exagérés. Dans une commune urbaine comme Perrigny, la densité observée sur la commune est de moins de 10 log/ha. Le PLH précédent préconisait pour les nouvelles constructions une densité de 18 log/ha. Une densité entre 20 et 25 log/ha serait plus appropriée.

#### Réponse :

En raison de la nécessité de la lutte contre l'étalement urbain et de la réduction de la consommation d'espace, de la préservation des terres agricoles, de la lutte contre le mitage, de la préservation de la biodiversité, de la préservation de la dynamique écologique, de la nécessité de combler la pénurie chronique de logements, ou encore de la lutte contre le réchauffement climatique, la densification est une solution indispensable pour un développement urbain durable. La densité en elle-même implique de nouvelle façon de penser et d'urbaniser, même en milieu rural.

L'enjeu n'est pas porté sur le chiffre à proprement dit mais sur comment arriver à optimiser l'espace et à rendre qualitatif une urbanisation qui a conduit à trop de consommation passée. Également, les élus ont relevé sur le territoire que les parcelles les plus petites étaient celles qui étaient vendues le plus rapidement. La densité répond à un modèle économique aujourd'hui perfectible par la population.

D'autre part, il s'agira d'une moyenne à la commune permettant une souplesse dans les opérations d'aménagement et d'intégrer un urbanisme sur couture à l'ensemble de la commune et non un copier-coller de forme urbaine homogène sur une même commune, qui lui peut être source de nuisances de voisinage.

### Contribution N°13 (Web) par GAUTHIER Damien

Il est aberrant en milieu rural de vouloir atteindre une densité moyenne de 25 logements à l'hectare. Les derniers permis de construire accordés se sont portés sur des parcelles de 1000 m² qui leur permettent de ne pas se retrouver groupées et entassées, sans avoir à subir les nuisances voisines.

#### Réponse :

En raison de la nécessité de la lutte contre l'étalement urbain et de la réduction de la consommation d'espace, de la préservation des terres agricoles, de la lutte contre le mitage, de la préservation de la biodiversité, de la préservation de la dynamique écologique, de la nécessité de combler la pénurie chronique de logements, ou encore de la lutte contre le réchauffement climatique, la densification est une solution indispensable pour un développement urbain durable. La densité en elle-même implique de nouvelle façon de penser et d'urbaniser, même en milieu rural.

L'enjeu n'est pas porté sur le chiffre à proprement dit mais sur comment arriver à optimiser l'espace et à rendre qualitatif une urbanisation qui a conduit à trop de consommation passée. Également, les élus ont relevé sur le territoire que les parcelles les plus petites étaient celles qui étaient vendues le plus rapidement. La densité répond à un modèle économique aujourd'hui perfectible par la population.

Enquête n° E 23000120/21 relative au projet de schéma de cohérence territoriale du Grand auxerrois (89) du mercredi 17 avril 2024 à 09h30 jusqu'au vendredi 31 mai 2024 à 17h00.

Commission d'enquête : Président Georges Leclercq, Membres titulaires : Daniel Collard, Annie Duroux, Jean-Luc Jeoffroy, Jacques Simonnot Membre suppléant : Alain Duroux

D'autre part, il s'agira d'une moyenne à la commune permettant une souplesse dans les opérations d'aménagement et d'intégrer un urbanisme sur couture à l'ensemble de la commune et non un copier-coller de forme urbaine homogène sur une même commune, qui lui peut être source de nuisances de voisinage.

Contribution N°17 (Web) par SERRIOT Pascal

Les communes rurales sont les grandes perdantes malgré leurs attraits.

Nous demandons un rééquilibrage équitable des données de base de l'évolution de la démographie à 0,006% par an sur 20 ans sur tout le territoire, une densité moyenne de logement par habitant à 25 Log/ha

Réponse :

Les projections démographiques sont équilibrées et répondent à l'armature du territoire qui définit des niveaux de polarités auxquels sont rattachés des objectifs bien précis en matière de logement, de densité, de renouvellement urbain, de lutte contre la vacance, d'équipements, de services et d'habitat. Ainsi la définition de ces polarités vise à orienter le développement urbain de manière à minimiser l'impact sur les sols et les ressources, tout en promouvant une gestion durable et résiliente des territoires

- **Préservation des espaces naturels et agricoles** : En concentrant les développements urbains autour des pôles définis, les zones naturelles et agricoles peuvent être mieux protégées contre l'étalement urbain. Cela contribue à la conservation de la biodiversité et à la protection des paysages naturels.
- **Réduction de l'artificialisation des sols** : L'augmentation de la densité réduit la fragmentation des sols et limite la conversion des terres agricoles ou forestières en zones urbaines. Cela aide à maintenir la qualité des sols et à préserver leur capacité de filtration et de rétention d'eau.
- **Gestion durable des ressources** : En optimisant les infrastructures et les services autour des pôles, il est possible de maximiser l'efficacité des réseaux de distribution d'eau, d'énergie et de gestion des déchets. Cela peut conduire à une utilisation plus rationnelle et économe des ressources naturelles.
- **Amélioration de la qualité de vie** : La densité peut encourager le développement de quartiers mixtes (résidentiels, activités, de loisirs), réduisant les besoins de déplacements longs et favorisant des modes de vie plus sains et durables. Cela peut aussi améliorer la qualité de l'air et réduire le bruit urbain, ayant des impacts positifs sur la santé publique.

Le 25 log/ha sur l'ensemble du territoire ne répond pas aux objectifs de réduction de la consommation d'espace de la Loi Climat et Résilience.

## Analyse de la commission d'enquête

La population du territoire diminue depuis 2008. L'INSEE prévoit une diminution de la population régionale de 12% à horizon 2050.

Le nombre de logements prévu à l'horizon 2043 paraît très conséquent au regard de la projection démographique (accueil envisagé de +1607 habitants et à raison de 2 personnes par ménage en moyenne).

La production de logements dans les communes rurales paraît disproportionnée au regard de la volonté d'orienter en priorité la croissance démographique vers l'armature.

L'augmentation de la densité de logement répond à l'objectif de réduction de la consommation d'ENAF fixé par les récentes lois en vigueur et notamment la loi ZAN.

### 14.10 Mobilités

Contribution n°1 (Web) par EVELYN

Mise en place d'un guichet automatique à la gare de Vermenton

Réponse :

Ceci ne relève pas du SCoT.

Contribution N°7 (Email) Proposée par APRR

Orientation 1.3 : Des mobilités renforcées

Prescriptions :

- veiller à ce que les documents locaux d'urbanisme ne contraignent pas d'éventuels aménagements ou évolutions des infrastructures autoroutières ;
- intégrer dans le règlement et plan de zonage l'ensemble des mesures nécessaires et indispensables à l'entretien, la gestion, la sécurisation et le bon fonctionnement du réseau.

Réponse :

Ces éléments seront complétés dans le DOO

Enquête n° E 23000120/21 relative au projet de schéma de cohérence territoriale du Grand auxerrois (89) du mercredi 17 avril 2024 à 09h30 jusqu'au vendredi 31 mai 2024 à 17h00.

Commission d'enquête : Président Georges Leclercq, Membres titulaires : Daniel Collard, Annie Duroux, Jean-Luc Jeoffroy, Jacques Simonnot Membre suppléant : Alain Duroux



Recommandations :

- associer préalablement le concessionnaire autoroutier lors de l'évolution des documents locaux d'urbanisme ou d'un projet d'aménagement situé à proximité des infrastructures autoroutières ;
- indiquer les aires de repos/services autoroutières sur la carte consacrée aux réseaux de transport dans le Grand Auxerrois (Figure 61).

Réponse :

Ces éléments seront complétés dans le DOO

Orientation 1.4 : Un territoire au positionnement stratégique à conforter

- soigner les façades des zones d'activités afin qu'elles ne portent pas atteinte à la sécurité des usagers du réseau autoroutier (matériaux réfléchissants, luminosité éblouissante, détournement d'attention etc..) ;
- les clôtures autoroutières étant constituées de grillages apparaissent manifestement incompatibles avec la vocation du DPAC. Exempter de toutes contraintes les clôtures liées à la sécurisation de l'infrastructure autoroutière ;
- associer le concessionnaire autoroutier lors des études préalables concernant l'implantation des nouvelles zones d'activités.

Réponse :

Les clôtures relèvent du PLU(i). Ces éléments pourront être rajoutés en recommandation

Sous-orientation 2.2.1 : Préserver la Trame Verte et Bleue.

Les mesures de préservation des secteurs identifiés par la Trame Verte et Bleue doivent être adaptées aux contraintes et enjeux de l'infrastructure autoroutière (occupation des sols, imperméabilité des clôtures etc....)

Sous-orientation 2.2.1.3 : Maintenir et renforcer les corridors écologiques et espaces de perméabilité

Les passages à faune ne peuvent être créés en franchissement de l'autoroute que s'ils sont intégrés dans le contrat de plan Etat-Région. La prescription doit préciser que les communes ou EPCI compétent en matière de document d'urbanisme doivent se rapprocher du concessionnaire autoroutier pour évoquer ensemble ces possibilités d'aménagement.

Réponse :

Le DOO sera ajusté.

Enquête n° E 23000120/21 relative au projet de schéma de cohérence territoriale du Grand auxerrois (89) du mercredi 17 avril 2024 à 09h30 jusqu'au vendredi 31 mai 2024 à 17h00.

Commission d'enquête : Président Georges Leclercq, Membres titulaires : Daniel Collard, Annie Duroux, Jean-Luc Jeoffroy, Jacques Simonnot Membre suppléant : Alain Duroux



### Orientation 3.2.1 : Vers un territoire autonome

Les éoliennes doivent respecter un éloignement (D) du bord extérieur de la voie de circulation la plus proche de l'éolienne, égal à la hauteur totale de l'éolienne, hauteur de pale comprise (HT), augmentée d'une distance de 30 mètres. L'éloignement de l'éolienne doit respecter donc la formule :  $D = HT + 30m$ .

Réponse :

Le DOO ne pourra ajouter ce niveau de prescription. Les règles d'éloignement seront à définir dans le PLU(i). Cependant un rappel des enjeux des règles d'éloignement pourra être rajouté dans le DOO.

Les documents locaux d'urbanisme veilleront à encadrer strictement l'installation de panneaux photovoltaïques aux abords de l'infrastructure autoroutière, en interdisant la réverbération et le réfléchissement des panneaux afin d'écarter tout risque d'éblouissement pour les usagers de l'autoroute.

Les documents locaux d'urbanisme doivent préciser que les limites du DPAC doivent être écartées des prescriptions qui peuvent remettre en cause la gestion, le développement du réseau autoroutier ou la sécurisation des usagers.

Les règlements des documents d'urbanisme des zones qui bordent nos infrastructures doivent intégrer l'inconstructibilité de l'article L111-1-4 du Code de l'Urbanisme, et prévoir, pour des raisons de sécurité, que les constructions qui n'y sont pas imposées (sauf celles liées à l'activité autoroutière) respectent une marge de recul minimum suffisante de part et d'autre de l'axe de l'autoroute.

Réponse :

Un zoom sur les enjeux de l'autoroute pourra être rajouté dans le DOO.

Les zones commerciales identifiées aux abords de l'axe autoroutier (zone commercial Les Grandes Haies à Monéteau à titre d'exemple) doivent prévoir un traitement qualitatif aux abords de l'autoroute.

Réponse :

Des éléments de contexte pourront être ajoutés dans le DAACL.

Contribution N°17 (Web) par SERRIOT Pascal ; Contribution N°19 (Web) par Yonne Nature Environnement.

Le besoin de mobilités se fait ressentir sur l'est du territoire entre Vermenton-Chablis et Chablis - Saint-Florentin et sur l'Aillantais.

L'aérodrome d'Auxerre - Branches est de taille suffisante du fait de sa proximité avec les aéroports d'Orly et de Vatry.

Nous refusons son agrandissement pour les besoins d'une seule personne et de son club sportif.

La piste ne peut être utilisée sur toute sa longueur sans présenter une dangerosité par rapport au trafic routier ; de ce fait l'objectif de le conforter dans sa pleine capacité ne peut pas être inscrit dans le SCoT.

Réponse :

Il appartient aux services compétents de l'Etat, et non au SCoT, de décider de la dangerosité ou non de l'aéroport Auxerre Branches ; il appartient également au gestionnaire et concessionnaire de cet équipement d'évaluer sa rentabilité. Urbanistiquement, le SCoT permet son exploitation.

Quelles mesures sont envisagées pour l'accueil des gens du voyage en application de la loi n° 2000-614 ?

Réponse :

Le SCoT précise en son orientation « 2.1.1. Favoriser les opérations de renouvellement et de réhabilitation pour limiter l'étalement urbain, tout en répondant aux besoins des populations anciennes et nouvelles » que :

*Les collectivités chercheront à atteindre cet objectif fondamental dans la poursuite d'une attractivité dans le temps. A cette fin, elles s'attacheront à assurer une diversité de l'offre de logements en :*

*Prenant en considération le Schéma départemental d'accueil des gens du voyage »*

Le PLU(i) détaillera plus ces dispositions.

VNF compte-t'il s'engager davantage dans l'entretien du Canal de Bourgogne ? La prolifération d'algues due aux excès d'azote et aux fortes chaleurs oblige les bateaux à opérer un demi-tour.

Réponse :

La gestion des algues dans le canal ne relève pas de la compétence du SCoT.

## Analyse de la commission d'enquête

La mise en place de guichet unique dans les gares, le développement de l'aéroport d'Auxerre-Branches ainsi que l'entretien des voies navigables ne relevant pas de la compétence du PETR, ne peuvent figurer dans le SCoT.

Il est souhaitable que les observations formulées par APRR soient prises en compte dans le SCoT.

Le SCoT rappelle dans son orientation 2.1.1 que la mise en œuvre du Schéma départemental d'accueil des gens du voyage relève des PLU(i).

### 14.11 Déchets

#### Contribution N°17 (Web) par SERRIOT Pascal

Les habitants doivent recevoir les informations nécessaires pour la gestion des déchets (présentation des rapports annuels), avoir été sensibilisé et reçu l'animation qui en découle.

Nous pouvons envisager une amélioration des tris des déchets pour un recyclage beaucoup plus efficace et plus rémunérateur dans le but de réduire encore plus leur enfouissement ou leur incinération.

#### Réponse :

Les rapports annuels de la gestion des déchets sont consultables au sein des EPCI compétentes en la matière.

Le DOO rappelle l'objectif du SCoT en matière de gestion des déchets « *Les objectifs du territoire sont, d'une part, de poursuivre la prévention des déchets et leur réduction à la source. D'autre part, il s'agit de développer la valorisation des déchets (valorisation matière/énergie), notamment à travers le projet d'Eco-pôle qui a vocation à contribuer à l'atteinte de l'objectif du zéro enfouissement en créant notamment le combustible de demain, le CSR (Combustible Solide de Récupération). Enfin, l'objectif est de favoriser le recyclage, le tri et l'optimisation de la gestion des déchets.* » (2.4.3. Réduire les polluants et les nuisances)

## Analyse de la commission d'enquête

Les dispositions du SCoT en matière de gestion des déchets sont conformes aux objectifs de développement durable.

### 14.12 Fiscalité

#### Contribution N°10 (Web) Proposée par anonyme

Les taxes foncières auraient dû être supprimées et pas les taxes d'habitation. Modérez l'augmentation de toutes ces taxes.

#### Réponse :

Ceci ne relève pas du SCoT.

Enquête n E 23000120/21 relative au projet de schéma de cohérence territoriale du Grand auxerrois (89) du mercredi 17 avril 2024 à 09h30 jusqu'au vendredi 31 mai 2024 à 17h00.

Commission d'enquête : Président Georges Leclercq, Membres titulaires : Daniel Collard, Annie Duroux, Jean-Luc Jeoffroy, Jacques Simonnot Membre suppléant : Alain Duroux

Contribution N°17 (Web) par SERRIOT Pascal

Nous demandons des mesures fermes sur la fiscalité avec des taux d'imposition différents très variables et additionnels en fonction des types de logement suite à la suppression de la taxe d'habitation et au manque de dotation des collectivités.

Réponse :

Ceci ne relève pas du SCoT.

Analyse de la commission d'enquête

La fiscalité locale ne relève pas du SCoT.

#### 14.13 Concertation

Contribution N°20 (Web) Proposée par anonyme

Retravaillez le projet en usant de plus de démocratie et de transparence.

Réponse :

Nous déplorons comme vous que les réunions publiques réalisées sur l'ensemble des EPCI n'aient pas fait salle comble.

Le dossier de concertation annexé au présent SCoT démontre la pleine et entière concertation et permet de répondre point par point sur l'ensemble de la concertation déployée sur le territoire.

De façon synthétique on notera :

- Mise à disposition du public d'un dossier, assorti d'un registre d'observations, informant sur le déroulement de la procédure et les orientations étudiées
- Organisation de 5 réunions publiques pour présenter le projet de SCoT avant son arrêt
- Publication d'articles dédiés au SCoT via les bulletins d'information intercommunaux
- Organisation de réunions thématiques avec les acteurs économiques, sociaux, culturels, éducatifs, scientifiques et associatifs concernés, et association du conseil de développement à la procédure d'élaboration.

Enfin, le SCoT est un projet de territoire porté, construit et voté par un ensemble d'élus des 5 EPCI tous réunis pour un projet commun ; ces élus font l'objet eux-mêmes d'élections démocratiques issues de la population.

Analyse de la commission d'enquête

La concertation a été suffisante. Elle a été effectuée dans les formes réglementaires.

Enquête n° E 23000120/21 relative au projet de schéma de cohérence territoriale du Grand auxerrois (89) du mercredi 17 avril 2024 à 09h30 jusqu'au vendredi 31 mai 2024 à 17h00.

Commission d'enquête : Président Georges Leclercq, Membres titulaires : Daniel Collard, Annie Duroux, Jean-Luc Jeoffroy, Jacques Simonnot Membre suppléant : Alain Duroux

#### 14.14 Organisation de l'enquête

Contribution n°5 (Communauté de communes Serein et Armance) par Catherine SCHMITT pour l'ADENY et Yonne Nature Environnement

Demande d'organisation de réunions publiques.

Réponse :

Une réunion publique a été organisée par EPCI (5 au total), dans différentes communes du territoire :

- Mercredi 6 septembre 2023 - 18h00 - Salle des fêtes, Place de la République, 89270 VERMENTON
- Mercredi 13 septembre 2023 - 18h00 - Salle Jacques Brel - avenue de l'Europe, 89400 MIGENNES
- Lundi 18 septembre 2023 – 18h00 - 9 rue des Perrières, Aillant-sur-Tholon, 89110 MONTHOLON
- Mardi 19 septembre 2023 – 18h00 - salle Charles Daullé sise rue des Frères Chignardet, 89600 SAINT FLORENTIN
- Mercredi 20 septembre 2023 – 18h00 - Salle Les Boutisses – bât D, avenue des Plaines de l'Yonne, 89000 AUXERRE

Les informations relatives à la tenue de ces réunions publiques ont été relayées sur les sites internet des EPCI, dans des articles de publications des EPCI, ou encore des post sur les réseaux sociaux des EPCI:

- Communauté de Communes Chablis Villages et Terroirs - <https://www.3cvt.fr/urbanisme-et-scot/>
- Communauté de Communes de l'Agglomération Migennoise - <https://www.ccam.fr/>
- Communauté de Communes Serein et Armance - <https://cc-sereinarmanche.fr/>
- Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois - <https://www.agglo-auxerrois.fr/>
- Communauté de Communes de l'Aillantais en Bourgogne - <https://www.ccaillantais.fr/le-scot-en-cours-delaboration>

#### Analyse de la commission d'enquête

Par lettre en date du 28 avril 2024, le président de la commission d'enquête publique a informé les requérantes qu'il ne donnerait pas suite à la demande d'organiser des réunions publiques pour les motifs suivants :

- les éléments figurant au dossier soumis à l'enquête publique sur les dispositions du SCoT du Grand Auxerrois démontre que cette concertation a bien eu lieu, selon les formes prévues ;
- 5 réunions publiques ont eu lieu en septembre 2023 à Vermenton, Migennes, Montholon, Saint-Florentin, Auxerre, soit une par EPCI ; les informations concernant les réunions ont été relayées sur les sites des EPCI, dans des articles de publication des EPCI, ou sur les réseaux sociaux des EPCI, avec relai à leurs communes ; la participation du public a été faible ;
- la participation du public aux permanences de la commission d'enquête publique est très faible ; alors que l'enquête publique est en cours depuis 12 jours, 5 observations seulement ont été déposées.

Enquête n E 23000120/21 relative au projet de schéma de cohérence territoriale du Grand auxerrois (89) du mercredi 17 avril 2024 à 09h30 jusqu'au vendredi 31 mai 2024 à 17h00.

Commission d'enquête : Président Georges Leclercq, Membres titulaires : Daniel Collard, Annie Duroux, Jean-Luc Jeoffroy, Jacques Simonnot Membre suppléant : Alain Duroux

## 15 QUESTIONS ET OBSERVATIONS DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE.

### 15.1 Désenclavement du territoire

#### 15.1.1 Le réseau Ferré

L'orientation 1.3 du DOO « Des mobilités renforcées » prescrit de :

- garantir, au sein des documents d'urbanisme locaux, les conditions permettant d'améliorer les lignes existantes et leur fréquentation en ne créant pas d'obstacles à la création d'ouvrages ;
- préserver les dessertes et lignes existantes ;
- développer et valoriser le fret pour les marchandises. Il s'agira également de valoriser l'ensemble des espaces liés au fret ;
- conserver les capacités de reconquête et d'utilisation d'emprises délaissées ou insuffisamment exploitées.

Questions :

Quels sont les mesures concrètes envisagées pour développer et valoriser :

- le transport de fret ?
- le transport de passagers ?

Réponse :

Le développement du fret passe par la possibilité de développement économique aux abords des embranchements.

Le développement et le transport de passager, dans le champ de compétence de SCoT, est déployé par un ensemble d'espace multimodal permettant notamment de relier les espaces éloignés des espaces de gare facilitant ainsi le transport. Il s'agira aussi de refaire vivre les espaces à proximité des gares facilitant leur attractivité.

Ces éléments relèvent de compétences régionales et sont pris en compte par le SRADDET (exemple : Axe 1 Accompagner les transitions, orientation 1)

### 15.1.2 Transport Aérien

Le DOO recommande de mettre en avant l'aéroport d'Auxerre-Branches comme un équipement structurant du SCoT, facteur d'attractivité, contribuant aux rayonnements nationaux et internationaux du territoire.

Questions :

- quels projets justifieraient le développement des activités de l'aéroport d'Auxerre-Branches ?
- quels investissements seraient nécessaires ?
- quels sont le type et la fréquence de la desserte envisagée entre Auxerre et l'aéroport ?
- quels sont les coûts et les bénéfices envisagés ?

Réponse :

La communauté d'agglomération de l'auxerrois a voté par délibération n°2023-243 du 21 décembre 2023 sa stratégie de développement économique 2023-2031 et par délibération n°2023-248 du 21 décembre 2023 la création de la zone d'activités AuxR\_Aéropoarc. Le diagnostic territorial, réalisée dans le cadre de la stratégie économique, révèle un tissu économique Auxerrois fragile et peu résilient vis-à-vis des facteurs conjoncturels. Les zones d'activités existantes ne présentent pas les disponibilités foncières suffisantes pour accueillir des entreprises industrielles recherchant des territoires d'implantation situés proche d'infrastructures routière/auto-routière et proposant des emprises correspondant à leurs activités.

La stratégie économique de l'agglomération d'Auxerre propose notamment la création de nouvelles zones d'activités thématiques afin de créer les écosystèmes permettant de répondre aux besoins et atouts du territoire.

Les ambitions majeures de la stratégie économique de la CAA sont :

- Décliner l'adéquation entre transition écologique et développement économique
- Anticiper et faire face aux grands enjeux (raréfaction des ressources naturelles, augmentation du coût des énergies, décarbonation, ...)
- Accompagner les mutations nécessaires des entreprises endogènes (innovation, énergie, tailles, ...)
- Attirer et accueillir les entreprises et porteurs de projet exogènes
- Utiliser le levier de la taxation économique pour financer les politiques publiques nécessaires (mobilité, énergie, déchets, eau, assainissement, ...)
- Valoriser davantage les atouts du territoire pour accueillir des populations nouvelles (habitat, cadre de vie, écoles, commerces, patrimoine, culture, sport, tourisme, ...)
- Le plan d'action se décline ainsi :
- Soutenir le développement de la filière hydrogène (décarbonation et accueil des projets économiques)
- Soutenir, développer et accélérer l'innovation (Technopole AuxR\_Green Lab, incubation, prototypage)
- Favoriser le passage à l'échelle industrielle (Création et thématisation des ZAE, maîtrise foncière)

Enquête n° E 23000120/21 relative au projet de schéma de cohérence territoriale du Grand auxerrois (89) du mercredi 17 avril 2024 à 09h30 jusqu'au vendredi 31 mai 2024 à 17h00.

Commission d'enquête : Président Georges Leclercq, Membres titulaires : Daniel Collard, Annie Duroux, Jean-Luc Jeoffroy, Jacques Simonnot Membre suppléant : Alain Duroux

- Favoriser la captation des projets exogènes (Stratégie de communication dédiée, guichet unique d'accueil)
- Anticiper les grandes mutations de l'emploi (Création de nouvelles formations pour anticiper les besoins)
- Les aides au développement économique (Soutenir et accompagner financièrement le développement)

La zone d'activité nommée « AuxR\_Aéroparc » a pour vocation d'accueillir du petit fret aérien et ainsi profiter de la proximité de l'infrastructure de l'aéroport.

Les autres questions ne relèvent pas du SCoT.

#### Analyse de la commission d'enquête

L'offre de transport restreinte pénalise l'activité économique et l'attractivité du territoire.

Elle encourage l'usage du transport automobile qui ne peut répondre aux attentes de tous les publics et ne s'inscrit pas dans les objectifs de développement durable.

Le développement de l'intermodalité et de l'attractivité des espaces de gare peut augmenter l'utilisation des moyens ferroviaires.

Avec un trafic en 2023 de seulement 2546 passagers et sans transport de fret, l'impact économique de l'aéroport d'Auxerre Branches est faible.

L'étude du dossier et les investigations menées par la commission d'enquête n'amènent pas d'éléments permettant d'espérer de hausse significative d'activité.

Cependant la zone d'activité nommée « AuxR\_Aéroparc » pourra bénéficier de l'infrastructure de l'aéroport.

Bien que le développement de cet aéroport ne relève pas de la compétence du MOA, il est pertinent que le SCoT prescrive de faciliter la circulation des bus de tourisme entre l'aérogare et la ville d'Auxerre.

Enquête n° E 23000120/21 relative au projet de schéma de cohérence territoriale du Grand auxerrois (89) du mercredi 17 avril 2024 à 09h30 jusqu'au vendredi 31 mai 2024 à 17h00.

Commission d'enquête : Président Georges Leclercq, Membres titulaires : Daniel Collard, Annie Duroux, Jean-Luc Jeoffroy, Jacques Simonnot Membre suppléant : Alain Duroux



## 15.2 L'offre de formation

Comment le MOA peut-il rendre plus attractif le territoire en termes d'offres pour la formation mais aussi pour les études supérieures qui freinent l'arrivée des cadres et de leur famille dans les entreprises icaunaises ?

Réponse :

Ceci ne rentre pas dans le champ d'application du SCoT. Néanmoins le DOO indique la recommandation suivante dans le chapitre 1.4.2 :

Que ce soit pour conforter le développement des activités industrielles ou le développement de la croissance verte, il est recommandé aux collectivités de développer des actions d'animation économique, en particulier pour intervenir sur les points suivants :

- La mise en synergie des acteurs économiques locaux pour favoriser les dynamiques de filières, la mise en réseau des entreprises et le développement d'actions liées à l'économie circulaire.
- Il est recommandé de mener une réflexion complémentaire aux documents d'urbanisme pour impulser des démarches d'écologie territoriale et encourager l'adaptation des entreprises locales aux enjeux du développement durable : stratégies de communication, animation de réseaux d'entreprises locales, accompagnement de la mise en œuvre des projets...

Le développement des outils mutualisés de formation et de Recherche et Développement, en particulier pour les TPE, afin d'inciter au développement des pratiques innovantes (plateformes de rénovation, services de formation mutualisés par exemple).

### Analyse de la commission d'enquête

Le développement d'actions d'animation économique peut contribuer à l'essor des entreprises. Elle ne peut pas combler l'insuffisance de l'offre universitaire qui ne relève pas de la compétence du MOA.

### 15.3 Stratégie de pilotage du SCoT

Questions :

- quels sont l'organisation et les moyens prévus pour piloter la tenue des objectifs du SCoT ?
- les 61 indicateurs prévus pour analyser les résultats du SCoT à l'issue d'une période de six ans, peuvent-ils être utilisés pour ce pilotage ?

Réponse :

Le pilotage du SCoT et la tenue des objectifs et du suivi et du plan d'action sera assuré par l'embauche d'une personne à temps plein du PETR. Ceci est détaillé dans le plan d'action.

#### Analyse de la commission d'enquête

Le SCoT souffre d'une insuffisance dans ce domaine.

Une fois approuvé, le SCoT devra être traduit dans les documents d'urbanisme.

La mise en œuvre des prescriptions et des recommandations du SCoT au niveau local, nécessite qu'une structure de gouvernance du SCoT soit créée.

Il est nécessaire de préciser les modalités de gouvernance et de présenter clairement les outils garantissant :

- la mise en œuvre des objectifs du SCoT ;
- leur cohérence d'ensemble sur la durée.

Cette structure de gouvernance ne peut se limiter à un emploi administratif. Elle doit être pilotée par des élus répartis sur le territoire et dont les attributions devront être clairement définies.

### 15.4 Risques Technologiques

Le territoire du Grand Auxerrois compte 78 ICPE soumises à autorisation.

Le chapitre consacré aux risques technologiques ne comprend pas l'analyse des risques engendrés par les ICPE implantées sur le territoire qui ont un impact sur la population du fait de leur proximité avec les zones d'habitation ou économiques.

Les services de l'Etat regrettent que la présence de risques technologiques ne soit référencée qu'à titre de priorité 2.

La réglementation des PLU(i) doit protéger les populations des risques notamment technologiques, il est souhaitable qu'apparaissent dans le SCoT les ICPE qui ont un impact fort sur les populations et les contraintes qui en découlent.

La commission d'enquête demande que l'analyse des risques engendrés par les ICPE installées sur le territoire lui soit présentée.

Enquête n° E 23000120/21 relative au projet de schéma de cohérence territoriale du Grand auxerrois (89) du mercredi 17 avril 2024 à 09h30 jusqu'au vendredi 31 mai 2024 à 17h00.

Commission d'enquête : Président Georges Leclercq, Membres titulaires : Daniel Collard, Annie Duroux, Jean-Luc Jeoffroy, Jacques Simonnot Membre suppléant : Alain Duroux

Réponse :

Une analyse synthétique sera ajoutée dans l'E.I.E et des éléments dans le DOO seront complétés en ce sens.

#### Analyse de la commission d'enquête

Il est nécessaire qu'une analyse des risques engendrés par les ICPE figure dans l'évaluation environnementale.

Enquête n° E 23000120/21 relative au projet de schéma de cohérence territoriale du Grand auxerrois (89) du mercredi 17 avril 2024 à 09h30 jusqu'au vendredi 31 mai 2024 à 17h00.

Commission d'enquête : Président Georges Leclercq, Membres titulaires : Daniel Collard, Annie Duroux, Jean-Luc Jeoffroy, Jacques Simonnot Membre suppléant : Alain Duroux

À Lantenay, le 04 juillet 2024

Le président de la commission d'enquête	Membre titulaire	Membre titulaire
Georges Leclercq 	Daniel Collard 	Annie Duroux. 
Membre titulaire	Membre titulaire	
Jean-Luc Jeoffroy 	Jacques Simonnot 	

Enquête n E 23000120/21 relative au projet de schéma de cohérence territoriale du Grand auxerrois (89) du mercredi 17 avril 2024 à 09h30 jusqu'au vendredi 31 mai 2024 à 17h00.

Commission d'enquête : Président Georges Leclercq, Membres titulaires : Daniel Collard, Annie Duroux, Jean-Luc Jeoffroy, Jacques Simonnot Membre suppléant : Alain Duroux

## 16 ANNEXE

### PROCES VERBAL DES OBSERVATIONS, REPONSES DU MAITRE D'OUVRAGE

## 17 PIECES-JOINTES (Président du PETR du Grand Auxerrois uniquement)

### 17.1 DOSSIER D'ENQUÊTE

### 17.2 REGISTRES D'ENQUÊTE

Enquête n E 23000120/21 relative au projet de schéma de cohérence territoriale du Grand auxerrois (89) du mercredi 17 avril 2024 à 09h30 jusqu'au vendredi 31 mai 2024 à 17h00.

Commission d'enquête : Président Georges Leclercq, Membres titulaires : Daniel Collard, Annie Duroux, Jean-Luc Jeoffroy, Jacques Simonnot Membre suppléant : Alain Duroux

77/77